



IS THE AMERICAN CENTURY OVER?

Joseph S. Nye Jr.

Cambridge, Polity, 2015, 152 pages

NATIONAL INSECURITY. AMERICAN LEADERSHIP IN AN AGE OF FEAR

David Rothkopf

New York, NY, PublicAffairs, 2014, 496 pages

AU SEIN DE LA MAISON-BLANCHE. DE TRUMAN À OBAMA, LA FORMULATION (IMPRÉVISIBLE) DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

Charles-Philippe David

Presses de Sciences Po, 2015, 1 184 pages

WATCHDOGS ON THE HILL. THE DECLINE OF CONGRESSIONAL OVERSIGHT OF U.S. FOREIGN RELATIONS

Linda L. Fowler

Princeton, NJ, Princeton University Press, 2015, 280 pages

Au regard des très nombreuses analyses consacrées à la politique étrangère américaine au cours de la dernière décennie, le mérite de ces quatre ouvrages est de nous éclairer sur l'état d'esprit et les processus décisionnels qui ont présidé à son élaboration. Forts de leur expérience d'anciens praticiens, Joseph S. Nye et David Rothkopf nous invitent à partager les préoccupations et interrogations des architectes de cette politique. La focale retenue par Charles-Philippe David et Linda L. Fowler est quant à elle d'une autre nature : elle consiste, de manière plus systématique, à dévoiler les mécanismes institutionnels à l'œuvre au sein de la Maison-Blanche et du Congrès. À eux quatre, ces ouvrages livrent un tableau nuancé : en dépit d'interrogations renouvelées sur leur éventuel déclin, les États-Unis restent profondément convaincus du rôle prééminent qu'il leur revient d'assumer sur la scène internationale ; cette conviction anime au premier chef les responsables de la Maison-Blanche, qui ne cesse de s'imposer comme l'unique lieu de définition de la politique étrangère du pays.

Nombreux sont pourtant les lieux dans lesquels cette politique est débattue, et ces dernières années ont vu fleurir nombre d'essais consacrés à la place des États-Unis dans un monde qualifié de « postaméricain » (F. Zakaria), de « non polaire » (R. Haass) ou dans lequel s'épanouiraient de « multiples versions de la modernité » (C. Kupchan)¹. La position de J.S. Nye, exprimée de manière limpide dans ce court essai, relève à cet égard d'un optimisme tempéré. S'il rejette résolument les thèses relatives au déclin, relatif ou absolu, des États-Unis sur la scène internationale, il n'occulte aucun des défis, internes ou externes, auxquels ils se trouvent confrontés. Cette position est forte du constat selon lequel les États-Unis continuent de

1. F. Zakaria, *The Post-American World*, 2^e édition, New York, WW Norton & Company, 2011 ; R.N. Haass, « The Age of Nonpolarity », *Foreign Affairs*, vol. 87, n° 3, mai-juin 2008 ; C.A. Kupchan, *No One's World. The West, the Rising Rest, and the Coming Global Turn*, New York, Oxford University Press, 2013.

disposer des ressources – économiques, démographiques, culturelles, politiques et militaires – qui constituent, depuis 1945, le fondement de leur prééminence à l'échelle internationale. Surtout, selon J.S. Nye, la capacité des États-Unis à convertir ces ressources en facteurs de puissance demeure inégale : ni l'Europe – insuffisamment intégrée et en voie de démilitarisation –, ni le Japon – entravé par une économie morose, une population vieillissante et une rivalité ancestrale avec la Chine –, ni la Russie – puissance révisionniste minée par les dysfonctionnements internes –, ni l'Inde – confrontée aux défis de son émergence économique – n'apparaissent à ses yeux comme des concurrents sérieux, susceptibles de remettre en cause la prééminence américaine à moyen terme. Nye réserve certes un sort particulier à la Chine, mais pour conclure qu'en dépit de ses atouts, elle demeure loin derrière les États-Unis dans chacune des dimensions de la puissance et se projette plus à l'échelle régionale que mondiale.

En réalité, bien plus que les concurrents potentiels, ce sont des problèmes internes – inégalités sociales, croissance faible, blocages politiques, manque d'investissement en infrastructures – qui pourraient remettre en cause la place des États-Unis, même si, là encore, Nye reste confiant quant à la capacité de résilience de la société américaine. En définitive, c'est à une redéfinition de l'exercice de cette puissance qu'appelle l'auteur, en soulignant l'émergence de nouveaux acteurs transnationaux et leur interconnexion croissante ; dans ce contexte, les États-Unis doivent selon lui se garder de toute initiative unilatérale et multiplier les partenariats. Si aucun de ces constats ne surprendra le lecteur de ses ouvrages précédents², celui-ci présente l'avantage de condenser la pensée d'un auteur particulièrement influent qui continue de structurer le débat public sur la politique étrangère américaine.

Bien que l'on y retrouve de nombreux thèmes abordés par J.S. Nye, l'ouvrage de D. Rothkopf, désormais rédacteur en chef de *Foreign Policy*, relève d'un tout autre registre. Plus qu'une analyse distanciée, il nous donne directement à entendre la myriade de responsables et de conseillers qui ont entouré les présidents Bush et Obama. Son livre, qui prolonge un précédent ouvrage consacré à l'histoire du Conseil de sécurité nationale³, est de ce point de vue un passionnant témoignage sur les années qui courent de la fin du premier mandat de Bush à aujourd'hui. Même s'il se perd souvent en anecdotes et clins d'œil entendus, Rothkopf restitue comme nul autre ce sentiment de vulnérabilité – cet « âge de la peur » – qui se serait emparé des dirigeants américains après les attentats de 2001 et qui expliquerait en partie les dérives de l'administration Bush. Ces dérives, qui ont eu pour principale conséquence l'intervention en Irak, sont connues, mais on voit ici à quel point elles tenaient aux personnalités qui entouraient le président : l'influence excessive du vice-président Dick Cheney et du secrétaire d'État à la défense Donald Rumsfeld, la propension de ces derniers à contourner les canaux institutionnels, l'incapacité de la secrétaire d'État Condoleezza Rice à définir une vision stratégique et la prévalence de l'idéologie néoconservatrice sur des considérations plus pragmatiques apparaissent comme autant de dysfonctionnements majeurs à l'origine de graves erreurs.

2. Voir en particulier : J.S. Nye Jr., *Bound to Lead. The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1991 ; *The Future of Power*, New York, PublicAffairs, 2011.

3. D. Rothkopf, *Running the World. The Inside Story of the National Security Council and the Architects of American Power*, New York, PublicAffairs, 2006.

D. Rothkopf souligne toutefois que ces errements du premier mandat de Bush ne sauraient masquer la reprise en main du processus de décision sous son second mandat et les réussites qui en ont découlé : l'augmentation de l'aide consacrée à la lutte contre l'épidémie de sida en Afrique, la conclusion d'un accord important sur le nucléaire civil avec l'Inde ou encore la gestion des débuts de la crise financière à la fin de l'année 2008. En comparaison, le regard que l'auteur porte sur le premier mandat d'Obama, dont il ne cesse de critiquer l'indécision, est plus que mitigé. Là encore, il fait la part belle aux questions de personnalité, en montrant à quel point les conseillers politiques proches d'Obama pendant sa campagne (Susan Rice, Denis McDonough, Mark Lippert, Samantha Powers, Ben Rhodes) ont pu prendre le pas sur des responsables plus expérimentés (Joe Biden, Robert Gates, Thomas Donilon, Hillary Clinton, James Jones, Leon Panetta). Mais là encore, Rothkopf montre que la reprise en main du processus décisionnel, sous l'impulsion de T. Donilon, a malgré tout permis au président d'obtenir quelques résultats significatifs, avec notamment l'élimination d'Oussama Ben Laden, la conclusion avec la Russie du traité de réduction des armes stratégiques (START) portant sur la réduction des arsenaux nucléaires ou encore le « pivot » vers l'Asie.

Ce lien entre le processus décisionnel et la qualité des décisions prises par les présidents successifs constitue le fil rouge de l'imposante somme de C.-P. David, titulaire de la chaire Raoul-Dandurand à l'université du Québec à Montréal. Troisième édition d'un ouvrage de référence paru en 1994, *Au sein de la Maison-Blanche* repose sur l'idée selon laquelle on ne peut comprendre la politique étrangère américaine sans se pencher sur la personnalité de ceux qui la font et sur leur manière de prendre des décisions. Cette hypothèse de départ est appliquée méthodiquement par l'auteur à chacune des présidences qui se sont succédé depuis 1947, date à laquelle fut créé le Conseil de sécurité nationale, qui réunit depuis les principaux acteurs du système de politique étrangère et de défense autour du président des États-Unis et de son conseiller pour la sécurité nationale. Au-delà des portraits des conseillers les plus marquants – Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski, Brent Scowcroft – et des innombrables études de cas qui jalonnent l'ouvrage, le principal intérêt de cette nouvelle version tient à l'analyse des styles décisionnels de Bush et d'Obama, qui ne figurait pas dans les éditions antérieures.

« Décideur affirmé, montrant une attitude peu réfléchie, délaissant les débats de fond [...], ayant une connaissance minimale des enjeux, soutenant des croyances religieuses et manichéennes, manifestant à l'occasion une arrogance qui trahit son excès de confiance et ses certitudes, et très réticent à l'idée de revoir ses décisions », Bush semble largement responsable des dérives de son administration en matière de politique étrangère. Quant à Obama – leader cérébral, travailleur, délibératif et calculateur –, il apparaît comme l'artisan d'une centralisation sans précédent de la prise de décision. Comme Rothkopf, auquel il se réfère abondamment, et à la suite de James Mann⁴, David souligne en effet combien Obama consulte en priorité les conseillers de la Maison-Blanche qui l'ont accompagné durant sa campagne, et

4. J. Mann, *The Obamians. The Struggle inside the White House to Redefine American Power*, New York, Viking, 2012 ; le même auteur avait auparavant dressé un portrait particulièrement éclairant des conseillers de G. W. Bush dans *Rise of the Vulcans. The History of Bush's War Cabinet*, Londres, Penguin Books, 2004.

combien ceux-ci sont enclins à privilégier une approche politique de cours terme au détriment de l'approche géopolitique portée par les responsables du département d'État et du Pentagone. Ce modèle décisionnel, centralisé et politique, est à l'origine d'un bilan qualifié par l'auteur de « mi-figue mi-raisin », dans lequel les succès ne sauraient masquer les échecs que sont l'enlisement du conflit israélo-palestinien, l'aggravation de la guerre civile syrienne, l'échec du « nouveau départ » (*reset*) dans les relations avec la Russie ou encore la non-fermeture de Guantanamo.

Cette centralisation est en tous cas pleinement confirmée par l'ouvrage de L.L. Fowler, dont l'objet est plus restreint. Il s'agit pour l'auteur d'examiner à la loupe l'activité de deux comités du Sénat américain – le comité des forces armées et le comité des relations extérieures – de 1947 à 2008, afin de voir dans quelle mesure ces derniers ont rempli leur rôle de supervision de l'exécutif dans la conduite de la politique étrangère. Le bilan est sans appel : si ces comités ont pu jouer un rôle de contrepoids important par le passé, notamment en auditionnant régulièrement les responsables des administrations successives, ce rôle s'est considérablement amenuisé depuis le milieu des années 1990, au point que les interventions en Afghanistan et en Irak ont fait l'objet d'un manque de contrôle parlementaire sans précédent. Sur ce point, L.L. Fowler rejoint pleinement C.-P. David lorsqu'il écrit qu'en « dépit d'une participation plus grande du Congrès aux décisions touchant les relations extérieures, par le financement des budgets et le vaste pouvoir d'enquête et de supervision des commissions de la Chambre et du Sénat, c'est le président qui définit les objectifs et les actions des États-Unis dans le monde ». Ce qui explique qu'en dépit de toutes ces analyses, la politique étrangère américaine ne puisse jamais être entièrement prévisible.

Tristan Aureau

RELATIONS INTERNATIONALES

INTÉGRATION ET DÉVIANCE AU SEIN DU SYSTÈME INTERNATIONAL

Soraya Sidani

Paris, Presses de Sciences Po, 2014, 200 pages

L'espace mondial n'est pas – ou pas seulement – une arène où s'affrontent des puissances. Cette grille de lecture réaliste ne suffit plus dans le monde de l'après-guerre froide. D'autres approches qui analysent les relations internationales avec les outils de la sociologie sont nécessaires.

Soraya Sidani interroge la marginalisation des États à partir de l'analyse des ratifications des quelque 317 conventions multilatérales enregistrées au siège des Nations unies entre 1945 et 2014. Elle en tire un classement des États par niveau de ratification, depuis les Pays-Bas qui arrivent en tête avec 214 conventions ratifiées jusqu'au Soudan du Sud, 193^e avec 8 conventions ratifiées seulement.

L'utilisation de ce corpus pour analyser la « déviance » soulève une difficulté terminologique. Dévier – *deviare* : sortir du chemin – implique une action volontaire. Un État n'est pas déviant malgré lui. Or, l'absence de ratification d'une convention internationale peut trouver son origine soit dans le refus unilatéral d'un État d'y adhérer, soit dans son incapacité à le faire. Si dans le premier cas il s'agit bien d'une déviance au sens étymologique du terme, l'expression n'est pas appropriée dans le second, qui constitue plutôt une marginalisation involontaire ou un défaut d'intégration.

Cette réserve posée, on saluera la clarté de la typologie dressée par l'auteur. Elle

distingue deux types de déviations : une déviance subie – qui, pour les motifs exposés plus haut, devrait plutôt être qualifiée de marginalité –, et une déviance souhaitée.

La déviance subie s'explique par plusieurs facteurs. Le premier est le défaut d'intégration régionale : un État ratifie d'autant plus de conventions multilatérales qu'il participe à une union régionale intégrée (17 des 20 États en tête du classement sont membres de l'Union européenne). Le deuxième est le retard de développement socio-économique : la négociation, la ratification et la mise en œuvre d'une convention internationale supposent la mobilisation d'un minimum de moyens que de nombreux États, notamment africains ou insulaires en queue de classement, ne possèdent pas. Le troisième est le caractère autoritaire de l'État : moins un État est démocratique, moins il ratifie de conventions internationales.

La déviance souhaitée résulte, elle, d'un choix rationnel. On pourrait croire que ce fût le cas des États contestataires de l'ordre international, successivement qualifiés par la superpuissance américaine de *rogue states* (1994), *states of concern* (2000) ou *outlier states* (2010). Or, ces États ne sont pas les plus mal classés : la Corée du Nord est certes 182^e, mais l'Iran 105^e, le Venezuela 94^e et Cuba 39^e. S'ils contestent l'ordre international, ils le font de l'intérieur, utilisant par exemple les organes onusiens comme tribune pour leurs revendications. Les États contestataires ne sont donc pas nécessairement des États déviants.

La déviance n'est pas là où on l'imagine : ce sont paradoxalement les États les plus puissants qui font le choix rationnel de rester en marge du jeu conventionnel. C'est le cas des États-Unis (63^e) ou de la

Chine (75°). Cette distanciation volontaire par rapport à la norme, privilège du fort, procède d'un réflexe souverainiste et d'une démarche utilitariste : dans le jeu international, le fort ne veut pas se lier les mains par des engagements internationaux.

Yves Gounin

AMERICA AND BRITAIN. WAS THERE EVER A SPECIAL RELATIONSHIP?

Guy Arnold

Londres, Hurst Publishers, 2014,
256 pages

Cet ouvrage retrace l'histoire des relations anglo-américaines au prisme de la relation spéciale, alliance forgée dans la Seconde Guerre mondiale et progressivement devenue l'horizon indépassable de la politique étrangère du Royaume-Uni. Le texte présente une histoire chronologique des relations anglo-américaines, de l'épisode fondateur du discours de Fulton jusqu'à l'engagement des troupes britanniques en Afghanistan et en Irak, complétée par des chapitres plus thématiques problématisant le récit événementiel. Les chapitres consacrés à chaque épisode sont relativement autosuffisants, ce qui permet une lecture fractionnée de l'ouvrage, tout en présentant l'inconvénient de comporter quelques redites et répétitions.

La spécificité de l'ouvrage réside dans sa perspective décliniste, comme en écho aux thèses développées en son temps par Corelli Barnett. Arnold décrit une classe politique comme intoxiquée, sa dépendance à la relation spéciale la conduisant à lâcher la proie pour l'ombre, pour tenter de maintenir l'illusion de puissance et d'indépendance que semblait promettre le statut d'allié privilégié des États-Unis. Or, le

pari de l'exceptionnalisme britannique ne résiste pas à la réalité du caractère asymétrique de la relation spéciale. Conçue pour faciliter la reconstruction de son économie et le rétablissement de sa monnaie après 1945, censée permettre au Royaume-Uni de conserver son rang sur la scène internationale ne serait-ce que par procuration, la relation spéciale comporte son lot d'exigences, notamment budgétaires, qui s'avèrent incompatibles avec la poursuite de ces objectifs.

L'histoire iconoclaste que propose l'auteur ne rejette toutefois pas entièrement l'idée de la singularité d'une relation qui a permis d'assurer un passage de témoin relativement paisible entre puissance déclinante et puissance montante. Dans ce processus, le Royaume-Uni s'est montré prêt à pardonner et à sacrifier beaucoup aux États-Unis, probablement en raison de la perception de la convergence ultime des visions géopolitiques et des systèmes de valeurs. Si bien que la relation spéciale peut être vue comme le cercueil, mais aussi comme le reliquaire, de l'impérialisme britannique.

Quelques rares occasions manquées – l'après-Suez, l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE – auraient pu permettre de rééquilibrer les relations anglo-américaines et réconcilier le pays avec son statut de puissance moyenne, postimpériale. Arnold considère que le Royaume-Uni est aujourd'hui à nouveau à la croisée des chemins. La domination américaine est moins écrasante et la nouvelle donne géopolitique ouvre de nouveaux espaces de liberté. Il identifie les conditions d'une « sortie » de la relation spéciale, notamment la fin de la coopération nucléaire avec les États-Unis, la sortie de l'Otan, ou bien encore un engagement plus net auprès de l'UE, quitte à proposer une

autre dynamique communautaire qui se substituerait au fédéralisme et à la technocratie bruxelloise.

Guy Arnold propose une relecture *a posteriori* (sur)déterminée par les manifestations récentes de l'emprise de la relation spéciale sur la politique étrangère du Royaume-Uni. Sa thèse a le mérite de stimuler la réflexion, mais elle a aussi tendance à négliger le caractère souvent illusoire d'une troisième voie. Cette histoire engagée de la relation spéciale s'inscrit bien dans un débat dominé par les échéances électorales du 7 mai 2015.

Valérie André

INDISPENSABLES FRONTIÈRES. POURQUOI LE SUPRANATIONALISME ET LE MULTICULTURALISME DÉTRUISENT LA DÉMOCRATIE

Thierry Baudet

Paris, Éditions du Toucan, 2015,
592 pages

Indispensables frontières est la traduction d'un ouvrage publié en 2012, de Thierry Baudet qui, malgré son patronyme français, est un jeune Hollandais (né en 1983), professeur de sciences politiques à l'université de Leyde. L'auteur est également éditorialiste au *NRC Handelsblad*, quotidien du soir de tendance libérale (sa devise est *Lux et Libertas*), parfois comparé au *Monde* dans la presse néerlandaise. Cette origine universitaire explique la forme du livre, un épais ouvrage de 600 pages à l'imposante bibliographie.

Le sous-titre du livre, *Pourquoi le supranationalisme et le multiculturalisme détruisent la démocratie*, en résume bien la thèse. Mais le titre original hollandais, *De aanval op de natiestaat*, est

plus explicite encore. Car c'est bien « l'assaut contre l'État-nation » que Thierry Baudet entend repousser. Deux mouvements contemporains et parallèles minent le modèle traditionnel, l'un venu du haut – les organisations internationales (en particulier l'Union européenne) –, l'autre du bas – le multiculturalisme des nouvelles populations immigrées. Baudet en appelle à pourfendre les « mensonges de l'universalisme » et à restaurer le « particularisme de la citoyenneté ».

À vrai dire, Thierry Baudet peine parfois à convaincre. Très soucieux de renverser les perspectives traditionnelles sur l'histoire du xx^e siècle, il entend persuader le lecteur que l'État-nation n'a pas échoué à maintenir la paix sur le continent. Baudet relève par exemple la faible mortalité des conflits entre États au xix^e siècle par excellence des nationalités. À l'inverse, les guerres mondiales n'ont pas selon lui (et l'historien Hugh Seton Watson¹) été causées par le nationalisme mais par une idéologie beaucoup plus large (impérialisme allemand, racisme nazi), qui voulait dépasser l'État-nation pour constituer des empires.

L'idée européenne elle-même n'est pas synonyme de paix puisqu'elle est, au départ, d'origine totalitaire. On connaît les idées paneuropéennes de l'entourage de Hitler². Et l'on se souvient que Robert Schuman, l'un des pères de la CECA, fut d'abord ce député mosellan votant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain et entrant dans le gouvernement de Vichy.

1. H. Seton-Watson, *Nations and States : an Enquiry into the Origins of Nations and the Politics of Nationalism*, Boulder, Westview Press, 1977.

2. J. Laughland, *The Tainted Source : The Undemocratic Origins of the European Idea*, Londres, Sphere Books, 1997.

Tout cela sent, malgré tout, le goût du paradoxe. Si l'on peut, à la rigueur, concéder que le second conflit mondial fut avant tout l'affrontement d'idéologies contraires, la Première Guerre mondiale a été préparée par des décennies d'endocritinisme nationaliste, dont la France, avec une ligne bleue des Vosges dessinée sur les cartes de toutes les écoles primaires, ne fut pas la dernière illustration.

Et à part une commune aire géographique, il est pour le moins hasardeux de comparer « l'empire » européen actuel avec le projet de Grande Allemagne ou même l'ancienne URSS. Demander un vote nouveau aux Irlandais n'est pas de même nature qu'envahir la Pologne en 1939 ou la Tchécoslovaquie en 1968. Quant à l'identification de l'Europe avec la paix, elle est si profonde qu'elle empêche aujourd'hui l'UE, dont la plupart des États sont pacifistes, de développer une politique d'intervention militaire dans ses marges troublées (du Sahel à l'Ukraine).

Guillaume Lagane

GOUVERNER LE CLIMAT ? 20 ANS DE NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

Stefan Aykut, Amy Dahan
Paris, Presses de Sciences Po,
2015, 752 pages

La Conférence de Paris doit aboutir à un accord contraignant, avec des engagements concrets de diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES), afin de limiter le réchauffement climatique en dessous de 2 °C. Cet ouvrage permet de bien comprendre les tenants et les aboutissants de cet enjeu : pourquoi un accord contraignant ? Quelles positions des différents acteurs face à cet enjeu ? Quelles contraintes au niveau national ? Pourquoi cette limite des 2 °C ? Quel lien entre le monde

scientifique et le monde politique ? Quelles sont leurs interactions ?

La négociation climatique n'est pas à part dans la sphère internationale : elle suit les grandes tendances géopolitiques mais elle est un théâtre où les équilibres basculent rapidement. Alors que de petits pays insulaires réussissent à attirer l'attention sur les problématiques qui les touchent à très court terme, certains pays n'hésitent pas, par des positions dogmatiques, à bloquer les négociations (l'Inde, entre autres). Les États-Unis et la Chine, parmi les plus gros émetteurs de GES, sont attendus pour des engagements ambitieux et réalistes, mais doivent composer avec des pressions internes fortes quant à la préservation de leurs intérêts nationaux.

Ce manuel entre en profondeur dans la mécanique de la négociation internationale sur le climat. Plusieurs chapitres sont consacrés à la gouvernance de ses institutions, à ses blocages, à ses opportunités d'évolution. Les auteurs défendent l'idée que le climat devrait être placé au centre du système de négociation internationale, notamment à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour être défendu à son juste niveau. Et pourtant, l'échec de la création d'une Organisation mondiale de l'environnement qui aurait eu pour but de renforcer et crédibiliser la prise en compte de cette thématique sur la scène internationale, a démontré, lors du sommet Rio+20 en 2012, que le monde n'était pas prêt à mettre l'environnement et les négociations climatiques au cœur de débats qui restent centrés sur l'économie.

Une réflexion très intéressante est également menée par les auteurs sur la question de la temporalité : souvent critiquée pour sa lenteur, la négociation climatique s'inscrit dans le temps long, mais doit également composer avec

l'accélération des modes de communication liée aux nouvelles technologies et aux médias. La négociation climatique a été rythmée par des *momentum* qui ont permis de mettre en lumière certains sujets et d'acter certaines avancées, comme le protocole de Kyoto en 1997 ou la création du Fonds vert en 2010. Chaque COP, chaque année, est une fenêtre d'opportunité pour une progression majeure ou non (Copenhague, 2009) des négociations, et dépend beaucoup du contexte et du rapport des forces en présence. La Conférence de Paris sera-t-elle déterminante pour l'avenir du processus ?

Face au constat d'échec du système de négociations climatiques établi tout au long du livre – malgré de réelles avancées, la situation actuelle semble paralysée –, le dernier chapitre se penche sur la question du changement de paradigme nécessaire pour une véritable lutte contre le changement climatique. Peut-on vraiment faire évoluer nos modes de vie vers plus de durabilité ? Doit-on abandonner le capitalisme pour sauver la planète ? Ces réflexions nous poussent dans nos retranchements. Tout le monde veut le changement, mais qui veut changer ?

Mathilde Isler

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

BARRIERS TO BIOWEAPONS. THE CHALLENGES OF EXPERTISE AND ORGANIZATION FOR WEAPONS DEVELOPMENT

Sonia Ben Ouagrham-Gormley
Ithaca, Cornell University Press,
2014, 240 pages

L'évaluation de la menace liée à la prolifération des armes biologiques est un

exercice difficile, mais essentiel pour la mise en place de politiques de prévention adaptées. Contrairement à une conception assez répandue, la motivation et la possession des ressources nécessaires sont loin d'être suffisantes pour que des États ou des groupes terroristes réussissent à développer des armes biologiques. L'importance des facteurs politiques, socio-économiques et organisationnels ne doit pas être sous-estimée. Sonia Ben Ouagrham-Gormley entreprend de confronter les idées communes aux données empiriques. Elle s'appuie sur une série d'entretiens avec des experts impliqués dans les programmes biologiques offensifs américains et soviétiques, ainsi que sur l'étude d'archives et de publications sur ces programmes et ceux développés par d'autres États, ou groupes terroristes.

L'auteur développe également un nouveau cadre d'analyse, fondé sur le constat qu'une innovation de nature technologique est le produit d'interactions entre différents individus combinant leurs expertises. Alors que nombre de politiques de prévention se concentrent sur la phase d'acquisition, cherchant à empêcher l'accès aux agents biologiques, à l'information scientifique et aux technologies nécessaires au développement d'un programme, cette approche est axée sur l'étude de la phase suivante, celle des activités impliquant de manipuler les agents biologiques.

Dans cette perspective, les connaissances et compétences sont deux variables clés. Tenter d'estimer la progression et la réussite d'un programme impose dès lors de mieux comprendre quels sont les facteurs qui ont un impact sur l'acquisition des connaissances requises et sur leur utilisation.

L'impression d'un accès universel à des connaissances qui pourraient être aisément mobilisées est trompeuse. Les facteurs qui vont influencer leur utilisation peuvent être endogènes, la bonne exécution d'un programme reposant sur la capacité des personnes impliquées à coopérer, échanger des informations, apprendre de leurs expériences respectives et institutionnaliser les connaissances, et donc sur la qualité et la fréquence des interactions interpersonnelles. Ils peuvent également être exogènes, incluant par exemple la priorité accordée par les autorités d'un pays proliférant, ou d'un groupe non étatique, le contexte économique, ou encore l'assistance technique étrangère. S'agissant de ce dernier élément, son importance dépendra de la capacité à intégrer cette aide dans le cadre du programme en cours, ce qui peut être affecté par la manière dont celui-ci est structuré et conduit.

L'identification des vulnérabilités caractérisant la phase de manipulation des micro-organismes, au travers de l'étude des différents facteurs présentés dans cet ouvrage, suggère de développer des mesures de lutte contre la prolifération complémentaires de celles qui existent à l'heure actuelle. Travail de recherche étayé, cette étude suscite donc une vraie réflexion sur les critères d'évaluation de la menace, et permet de mieux appréhender la progression d'un programme biologique étatique ou terroriste, soulignant l'importance de renforcer la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et de réévaluer les politiques actuelles en matière de non prolifération et de contre prolifération.

Elisande Nexon

CHINA & THE GLOBAL NUCLEAR ORDER. FROM ESTRANGEMENT TO ACTIVE ENGAGEMENT

Nicola Horsburgh

Oxford, Oxford University Press,
2015, 256 pages

L'ouvrage de Nicola Horsburgh présente le grand intérêt de bousculer les visions réductrices, en offrant une définition large de la notion d'ordre nucléaire et en s'intéressant au rôle joué par une puissance émergente – la Chine – dans la formation et la transformation de cet ordre. Il étudie ainsi le rôle, actif et passif, joué par Pékin en matière de dissuasion nucléaire, maîtrise des armements, non prolifération et désarmement.

La première période analysée – de 1949 à 1964 – voit la remise en cause du monopole nucléaire des deux superpuissances et la proposition d'un modèle alternatif encourageant la prolifération des régimes socialistes. La Chine défend alors un désarmement généralisé, mais construit dans le même temps ses capacités nucléaires. À partir de 1964 et jusqu'à la mort de Mao, la Chine renonce à sa vision prolifératrice mais continue de décrire son arsenal nucléaire comme le bouclier des peuples opprimés. Au niveau stratégique, elle énonce une posture minimaliste de non emploi en premier, tout en s'adonnant dans le même temps à une dénonciation toujours vive de la « collusion » américano-soviétique en matière de maîtrise des armements, à des initiatives discrètes d'assistance aux programmes nucléaires pakistanais et nord-coréen, et à un rejet des normes de non prolifération.

Ce positionnement évolue à la fin de la guerre froide. La Chine s'identifie

alors aux puissances moyennes telles la France ou le Royaume-Uni, et exige un ordre nucléaire plus représentatif. Sous la pression, elle joue un rôle de plus en plus constructif en défendant le multilatéralisme, tout en continuant certaines activités prolifératrices. Avec son accession au Traité de non prolifération (TNP) en 1992, la Chine poursuit cette stratégie double, qui lui permet de gagner en prestige tout en persévérant dans la modernisation de ses capacités et le transfert de technologies sensibles à ses alliés.

Nicola Horsburgh rend bien compte de la continuité de la politique chinoise, qui s'insère progressivement dans l'ordre nucléaire mondial mais refuse d'en assurer le *leadership*, développant une politique qui sert avant tout ses objectifs plus larges de politique étrangère, et alterne entre coopération et tension. Elle estime que l'influence globale de la Chine sur l'ordre nucléaire a été sous-estimée, et doit intégrer l'ensemble de ces dimensions, ainsi que ses conséquences involontaires, comme le durcissement du régime de non prolifération après les essais chinois de 1964.

Logiquement, et du fait de son très large champ d'étude, l'ouvrage manque de précision sur certains aspects, détails qui sont sans doute abordés dans la thèse de l'auteur. Par ailleurs, comme souvent lorsqu'il s'agit d'études consacrées à la Chine, l'impossibilité d'accéder aux documents classifiés oblige l'auteur à se baser sur des postures publiques et des discours autorisés, ce qui biaise l'analyse ; d'autant que certains passages du livre semblent manquer de lecture critique (en particulier sur la doctrine et la modernisation des forces), et par trop refléter les déclarations officielles. Ceci étant relevé, ses analyses sont précieuses pour mieux comprendre le

rôle que peuvent jouer les puissances émergentes sur l'ordre nucléaire global, et pour étudier la cohérence des politiques d'un État sur tous les aspects liés à cet ordre.

Emmanuelle Maitre

RENSEIGNER LES DÉMOCRATIES, RENSEIGNER EN DÉMOCRATIE

Jean-Claude Cousseran
et Philippe Hayez
Paris, Odile Jacob, 2015,
384 pages

Hasard du calendrier ou *timing* bien calculé, *Renseigner les démocraties, renseigner en démocratie* est publié le jour même où le projet de loi sur le renseignement est examiné pour la première fois par la Commission des lois de l'Assemblée nationale. Jean-Claude Cousseran et Philippe Hayez, anciens hauts responsables de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), sont de fins connaisseurs des problématiques liées à l'exercice du renseignement en démocratie tant ils l'ont pratiqué pendant plusieurs années, respectivement au poste de directeur général et de directeur adjoint au Renseignement.

Alors que le monde du renseignement rencontre dernièrement un engouement particulier auprès des sphères politique et publique, ce livre aborde une par une les thématiques inhérentes à l'étude du renseignement au sens large. Le principal objectif est d'apporter un éclairage serein sur ces institutions publiques qui véhiculent trop souvent – contre leur gré – mythes et fantasmes.

Reprenant le déroulement du cours du même nom dispensé à la Paris School of International Affairs (Sciences Po) par les deux auteurs, cet ouvrage est pensé comme un manuel destiné aux

personnes désireuses d'approfondir leurs connaissances sur l'histoire et les enjeux actuels du renseignement. La construction en chapitres thématiques lui permet d'être accessible aux non initiés. Son contenu s'appuie sur un travail documentaire rigoureux et une importante bibliographie. Des auteurs influents comme Sherman Kent ou Sir David Omand sont judicieusement cités. De nombreux tableaux sont utilisés et fournissent un apport factuel très utile. Par ailleurs, nombre d'anecdotes historiques illustrent ou étayent les développements des auteurs.

Bien loin des romans d'espionnage de John le Carré, *Renseigner les démocraties, renseigner en démocratie* aborde méthodiquement les problématiques auxquelles font face les agences de renseignement dans le contexte postérieur aux révélations d'Edward Snowden, et où les appels à la transparence sont plus que jamais de mise. L'analyse de concepts clés tels que le cycle du renseignement, la coopération interservices ou les opérations clandestines, permet d'esquisser une approche globale, mais elle traite aussi de sujets transverses plus contemporains et spécifiques comme l'intelligence économique, le terrorisme, ou encore l'adaptation à la cyberdimension. Le dernier chapitre est consacré au contrôle des agences de renseignement ainsi qu'à ses modalités, objet principal des inquiétudes qui ont émergé à la suite du projet de loi sur le renseignement.

Sans trahir de secrets, Jean-Claude Cousseran et Philippe Hayez dressent un compte rendu détaillé de la situation des services de renseignement, principalement dans les pays occidentaux, sans pour autant négliger les services majeurs de pays comme la Russie ou la Chine. En somme, cet ouvrage dresse avec justesse le portrait de la réalité

du monde du renseignement d'aujourd'hui, ses dilemmes, ses questions éthiques, et des défis auxquels il devra faire face dans un futur plus ou moins proche.

Julien Mascaro

TECHNO-GUÉRILLA ET GUERRE HYBRIDE. LE PIRE DES DEUX MONDES

Joseph Henrotin

Paris, Nuvis, 2014, 226 pages

Dans le domaine des études stratégiques, le dernier-né des concepts est certainement celui de « guerre hybride ». Le terme même est le fruit de la réflexion américaine suite à la guerre de l'été 2006 au Liban, où le Hezbollah avait fait montre de capacités militaires insoupçonnées – missiles, drones, mais aussi aptitude à la manœuvre interarmes, contrôle territorial, etc. –, que d'aucuns croyaient alors réservées à des États. D'où l'idée d'une nouvelle catégorie stratégique, à la charnière entre le régulier et l'irrégulier, piochant dans « le pire des deux mondes », pour reprendre l'expression de Joseph Henrotin.

Par-delà l'effet de mode dont bénéficie le concept – à l'aune notamment de la crise ukrainienne –, cet ouvrage dense et riche entend replacer la question dans une perspective historique et évite ainsi l'écueil de l'argument de la nouveauté radicale, régulièrement servi par les tenants de la révolution militaire tous azimuts, depuis les peu convaincantes « guerres de quatrième génération » du colonel Hammes jusqu'aux « nouvelles guerres » de Mary Kaldor. La guerre péninsulaire des Britanniques en appui aux guérilleros espagnols en 1808-1814 apparaît ainsi comme un exemple précoce de ce type de « guerre couplée », mêlant différents types de forces, en écho direct

avec le « modèle afghan » de l'opération *Enduring Freedom* en 2001, voire à la guerre civile syrienne d'aujourd'hui – et sans doute de demain.

De même, en rattachant la problématique de l'hybridité aux réflexions de Guy Brossollet sur la techno-guérilla et la défense non-offensive des années 1970, l'auteur s'affranchit d'une confusion sémantique commune, lourde de conséquences, qui conduit à faire de la sociologie là où l'on attend de la stratégie. En effet, il est fréquent d'entendre la guerre irrégulière ou hybride directement assimilée au caractère non-étatique de celui qui la mène. Henrotin ramène la stratégie au cœur de la question et rappelle que la guerre hybride n'est pas l'apanage d'une seule catégorie d'acteurs, mais peut aussi être employée par des forces régulières, en mode dégradé ou suivant une stratégie indirecte. On regrettera pourtant que le cas des forces spéciales, pourtant emblématique de l'appropriation de modes d'actions irréguliers par les forces étatiques, ne soit pas véritablement abordé, et ce malgré leur importance grandissante dans nos appareils de défense.

L'ouvrage fournit ensuite une analyse exhaustive des stratégies hybrides à travers les différents milieux (terre, air, mer) et niches stratégiques (armes non conventionnelles, cyber, etc.), où l'on arrive partout au même constat : l'atout principal de l'hybridité provient du rapport de fascination et de dépendance que les armées occidentales entretiennent à l'égard de la technologie. On observe en effet depuis la fin de la guerre froide (voire même depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale) une dynamique qui vise à compenser les effectifs humains par la puissance et la précision du feu, toutes deux produits du progrès technologique.

Le résultat en est la réduction du format des armées, qui pousse le modèle à des limites absurdes que savent précisément exploiter les acteurs hybrides en recourant à des technologies légèrement moins performantes mais considérablement moins chères (*sidewise technologies*), et obtiennent ainsi un ratio à même de renverser le rapport de force. Telle est l'essence d'une « stratégie des moyens » qui conduit à retourner contre l'Occident sa course effrénée au tout-technologique.

Élie Tenenbaum

LES SCIENCES SOCIALES, LA GUERRE ET L'ARMÉE. OBJETS, APPROCHES, PERSPECTIVES

Bernard Boëne

Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 2014, 277 pages

Unifier le militaire dans un champ unique, voilà l'ambition principale de cet ouvrage. Face au traitement partiel et dispersé des conflictualités et de l'usage de la force armée par les sciences sociales, l'auteur cherche à cerner les spécificités de ce champ à travers l'action militaire.

Soulignant l'interdisciplinarité que couvre ce champ, l'auteur propose dans une première partie de définir la structuration de l'action militaire, puis de détailler les dynamiques historiques des articulations stratégiques et tactiques entre la violence, l'organisation de celle-ci et sa légitimité. En annexe, un ambitieux tableau fixe des « correspondances historiques » entre armées, sociétés et *politiques*, et propose des « illustrations approximatives » que sont les types d'armée et d'organisations politiques dans des civilisations et des cultures très variées.

La deuxième partie se focalise sur les approches et suscite un intérêt particulier pour tout internationaliste qui considère la guerre comme un élément fondamental des relations internationales. Néanmoins, la littérature française se limite à l'apport de la sociologie, ce qui est paradoxalement un apport moins riche que celui d'une rivalité entre écoles que tout opposerait. À ce titre, le constructivisme en relations internationales aurait mérité un développement plus ample dans son apport sur les conflictualités et l'usage de l'armée.

Outre son objectif initial, l'ouvrage se démarque par les débats qu'il pourrait susciter dans sa troisième partie. Sur « l'évolution du champ militaire », l'auteur fait un état des lieux des institutions liées à la recherche sur la sécurité et la défense dans les pays occidentaux. Concernant les États-Unis, l'influence des *think tanks* pour les recommandations sécuritaires auprès du gouvernement américain aurait pu être approfondie. L'auteur détaille ensuite des thèses opposées dans leur capacité à prédire le « devenir des relations internationales » : on y trouve des tentatives d'opposition sociologique comme « Durkheim contre Weber »... L'école durkheimienne serait ainsi la marque (ou le défaut ?) d'une « École française » en relations internationales. En défense de Weber, la carence de légitimité aurait cependant pu être soulignée pour analyser les violences internationales. Le paradigme wébérien de « domination légitime » permet d'analyser la construction de cette domination à l'intérieur des acteurs étatiques, mais aussi dans les organisations internationales et les acteurs non étatiques, comme les groupes usant de la violence terroriste, à l'image de l'État islamique.

La conclusion de l'auteur se focalise sur l'objectif actuel de l'action

militaire : assurer sécurité et ordre face au terrorisme. Cet objectif traduirait un affaiblissement progressif, mais relatif des institutions militaires, parallèlement à celui des États. L'auteur en appelle ainsi au politique pour ne pas négliger ces institutions. Sur ce point, le désordre et le recours à la force armée ne peuvent écarter la force des croyances et des représentations que mobilisent les dirigeants politiques et les diplomates face à la violence terroriste. Mais le souligner, n'est-ce pas remettre quelque peu en question l'unicité du champ militaire tant recherchée par l'auteur ?

Okan Germiyanoglu

SPIES AND SHUTTLES. NASA'S SECRET RELATIONSHIP WITH THE DOD AND CIA

James E. David

Gainesville, University Press of Florida, 2015, 370 pages

Travaillant à partir de documents récemment déclassifiés, l'auteur retrace les relations complexes entre la NASA d'un côté, les forces armées et les structures de renseignement (CIA, NRO, etc.) de l'autre. Propagande antisoviétique oblige, le *National Aeronautic and Space Act* de 1958 assignait à la nouvelle agence spatiale le soin de monter un programme d'exploration autonome, animé de valeurs positives (ouverture, progrès scientifique, pacifisme). Quant aux échanges avec l'appareil de sécurité national, ils étaient censés se maintenir à un niveau minimal, priorité allant à l'échange réciproque d'informations et de découvertes dites d'importance. On sait de longue date que ces prescriptions n'ont pas été respectées. Pour diverses raisons : impératifs technologiques et logistiques, encadrement des

programmes civils d'imagerie satellitaire, suivi des puissances étrangères et de leurs avancées aérospatiales, présence d'anciens pros du renseignement et de représentants du complexe militaro-industriel dans les strates dirigeantes de la NASA...

L'ouvrage montre, preuves à l'appui, que la NASA s'est très tôt engagée dans une coopération intensive avec le Pentagone et les services d'espionnage. Il évoque les premières initiatives concertées (dont la fabrication d'alibis pour les vols de l'avion-espion U2), souligne l'impact de la course à la Lune sur la relation NASA-CIA-Maison-Blanche, détaille les restrictions qui s'abattent sur les projets civils d'observation terrestre, relève les indices établissant que tel ou tel programme de prestige (*Hubble*) a bénéficié d'inputs en provenance de la Défense (NRO). Mais c'est surtout avec la navette spatiale que la NASA s'est émancipée de son cadre fondateur. À la fois parce que l'agence a configuré son matériel (baie de chargement) en fonction des besoins exprimés par les militaires et les espions ; et parce que la flotte d'engins a mené toute une série d'opérations classifiées. Mais cette période idyllique n'a pas duré. La navette se révélant plus coûteuse, moins polyvalente et plus complexe à opérer que prévu, les représentants de la Défense ont été logiquement conduits à reprendre leur autonomie et à développer des véhicules propres. Ce qui n'exclut pas la poursuite de la coopération. Là-dessus, faute de sources, James E. David nous fournit peu d'éclaircissements. Il mentionne la formation du *Space Partnership Council* (1997), parle du projet X-37, fait allusion aux véhicules de reconnaissance hypersonique destinés à prendre le relais du jet A-12, mais ne se montre guère plus prolix. Dommage...

Spies and Shuttles se présente comme un texte plutôt aride, les portraits de figures marquantes ne parvenant que rarement à aérer le propos. Mais il s'agit d'une référence de qualité pour qui voudrait plonger dans les archives officielles pour analyser les systèmes de coopération inter-organisationnelle, les techniques de lobbying et d'influence des bureaucraties, les méthodes d'entrave et de désinformation *soft* des appareils de force. Ce qui fait défaut ? Outre les taches blanches évoquées par l'auteur (exemples : le contrôle des armements stratégiques, la mise au point des dispositifs antisatellites) et déterminées par les aléas de la classification, on aurait apprécié quelques précisions supplémentaires sur les inputs et les arbitrages du pouvoir exécutif.

Jérôme Marchand

ÉCONOMIE

CAN FINANCIAL MARKETS BE CONTROLLED?

Howard Davies

Cambridge/Oxford, Polity, 2015,
136 pages

Sir Howard Davies, ancien président de l'Autorité des services financiers britannique, présente ici une analyse dense et synthétique de la crise financière des années 2000-2010 et avance un certain nombre de solutions pour éviter une nouvelle débâcle.

Après avoir listé les causes directes de la hausse vertigineuse des dettes publiques et privées dans les années 2000 – loi de dérégulation bancaire aux États-Unis en 1999, abaissement

des exigences en matière de liquidité, taux d'intérêt durablement et exagérément bas, influence accrue des milieux d'affaires sur les législateurs –, Davies identifie les déséquilibres qui ont menacé et continuent de menacer nos systèmes économiques. Tout d'abord l'excès d'épargne en Chine qui sert à financer la dette publique américaine, accoutumant ainsi les politiciens de Washington au laxisme budgétaire. L'accroissement des inégalités depuis les années 1980 a, lui, convaincu les dirigeants politiques et les banquiers de favoriser l'endettement des classes moyennes et populaires pour compenser la faible progression des salaires. L'échec des régulateurs est aussi cité : surestimant les liquidités à disposition des institutions financières et négligeant aussi bien le risque de *trading* que le manque de transparence des marchés de dérivés, ils ont laissé le risque de crédit et l'aléa moral se propager. Enfin, les banques centrales, obnubilées par le taux d'inflation, n'ont pas pris la mesure des bulles spéculatives des marchés actions et immobiliers.

L'auteur s'attache à montrer que les réponses des gouvernements des pays industrialisés n'ont pas été à la hauteur. La fusion des autorités de régulation, un temps envisagée aux États-Unis, a été abandonnée tandis que le problème de capture de régulation n'a toujours pas été traité. Le vote d'un nouveau *Glass-Steagall Act* a été bloqué par le lobby bancaire. Enfin, les problèmes de gouvernance de l'Union européenne n'ont pas permis d'avancée notable ; pire, en plusieurs occasions (crise de la dette grecque, « *stress tests* bancaires »), les gouvernants de la zone euro ont perdu de leur crédibilité.

Le dernier chapitre fourmille de recommandations. L'auteur souhaite

la création d'un conseil international de politique monétaire qui stopperait les manipulations des taux de change. Quoique louable, ce projet est difficile à concrétiser : il irait à l'encontre d'une stratégie suivie par les États-Unis et la Chine depuis des décennies. Le renforcement des pouvoirs du Conseil de stabilité financière, qui serait chargé de l'harmonisation des normes comptables et prudentielles, semble aussi peu réaliste. Les propositions les plus techniques sont finalement les plus pertinentes. Davies estime par exemple nécessaire d'ajuster les exigences en capital au fil du cycle économique, et de les coordonner avec les décisions de politique monétaire. Il défend des politiques fiscales plus favorables aux actionnaires qu'aux créanciers, et préconise l'extension des pouvoirs des membres des conseils d'administration pour mieux contrôler la performance des managers. Il en appelle à une extension des prérogatives des régulateurs, l'objectif étant de sanctionner et de poursuivre plus facilement les investisseurs susceptibles de fragiliser la stabilité financière. Il n'y a malheureusement aucune proposition pour contrôler les marchés de dérivés. Alors que Davies vient de prendre les rênes de Royal Bank of Scotland, on souhaite qu'il parvienne à mettre ses idées en pratique et à convaincre l'*establishment* de lui emboîter le pas.

Norbert Gaillard

CURRENCY POLITICS. THE POLITICAL ECONOMY OF EXCHANGE RATE POLICY

Jeffrey A. Frieden

Princeton/Oxford, Princeton

University Press, 2015, 320 pages

J.A. Frieden nous offre une analyse originale des politiques de change

conduites dans les pays industrialisés et en développement depuis près de 150 ans, montrant comment les rapports de force entre lobbies aboutissent à des politiques de change qui influenceront durablement les performances économiques et financières des États.

Dans une introduction très didactique, l'auteur explique que le taux de change est le prix le plus important dans une économie, conditionnant tous les autres. Un gouvernement a traditionnellement un double choix à effectuer : opter pour un régime de change, et pour un niveau de change. Fardeau sur les épaules des autorités politiques ? Ces choix donnent historiquement satisfaction aux groupes de pression les plus puissants ou disposant de l'assise populaire la plus large.

Frieden commence par étudier le débat sur l'entrée puis le maintien des États-Unis dans le système d'étalon-or dans le dernier quart du XIX^e siècle. Les grands agriculteurs du Sud et du Midwest (producteurs de blé, coton et tabac) sont des opposants farouches à l'étalon-or : ils veulent un dollar qui puisse régulièrement se déprécier pour exporter plus facilement. En face, les milieux financiers qui ont besoin d'une devise forte et stable pour transformer New York en place financière internationale. Les industriels américains, d'abord hostiles à l'étalon-or, deviennent neutres après le vote de mesures protectionnistes en 1890. Le dollar reste ancré à l'or.

Puis l'auteur se penche sur l'intégration monétaire européenne des années 1980 et 1990. Ce sont cette fois les États ayant les relations économiques et commerciales les plus étroites avec l'Allemagne (par exemple

le Benelux) qui plébiscitent l'entrée dans l'Union économique et monétaire (UEM). Les États d'Europe du Sud enregistrant des déficits commerciaux chroniques ont un intérêt objectif à poursuivre leurs stratégies de dévaluation compétitive (la drachme se déprécie annuellement de 14 % en moyenne face au mark entre 1973 et 1994 !), mais la conviction profonde que l'appartenance à la zone euro est une étape du processus d'intégration politique les conduit à rejoindre l'UEM... Un choix lourd de conséquences : défaut de paiement pour la Grèce et Chypre, politiques d'austérité pour tous les pays méditerranéens.

La dernière partie du livre est consacrée à l'Amérique latine. Frieden montre que les gouvernements ont pris pour habitude de défendre la stabilité du change en période électorale, et de ne procéder à une éventuelle dépréciation qu'une fois l'élection passée. Cette tactique tient tout simplement au fait que la dette de la classe moyenne est indexée sur le dollar. Plus largement, l'auteur considère que l'attachement excessif des gouvernements latino-américains aux taux de changes fixes et surévalués est dicté à la fois par le poids de la dette en monnaie étrangère supporté par tous les acteurs économiques (le cas le plus emblématique étant l'Argentine), et par la consommation élevée de biens importés. Seul le Brésil, qui a une industrie relativement développée, a favorisé la dépréciation de sa monnaie pour demeurer compétitif (dévaluation de 1999). L'auteur n'hésite d'ailleurs pas à conclure que le retard économique accumulé par l'Amérique latine est partiellement dû à ses politiques de change. On ne peut que l'approuver.

Norbert Gaillard

HISTOIRE

TROIS MILLE ANS D'HISTORIOGRAPHIE ARMÉNIENNE. MARQUER LE TEMPS ET L'ESPACE

Gaïdz Minassian
Paris, CNRS Éditions, 2015,
160 pages

ARMÉNIENS. LE TEMPS DE LA DÉLIVRANCE

Gaïdz Minassian
Paris, CNRS Éditions, 2015,
530 pages

Comme le souligne d'emblée Gaïdz Minassian, journaliste, politologue et spécialiste reconnu des espaces caucasien et eurasiatique, jamais le débat autour du génocide des Arméniens n'a été aussi acerbe et passionnel qu'au cours de la dernière décennie. Et l'histoire n'a pas fini d'être écrite en cette année qui marque le centenaire de cette tragédie. Plus précisément, cette histoire à la fois singulière et universelle commence à peine à effleurer un long oubli collectif, parfois facile, parfois involontaire, parfois ouvertement négationniste. C'est à l'écriture ardue de la trajectoire d'hommes et de femmes anéantis voici désormais un siècle, et de celle de leurs descendants dispersés, que Gaïdz Minassian s'attelle dans ses deux ouvrages. De par leur richesse et leur érudition, ceux-ci sont appelés à figurer parmi les grands écrits de langue française consacrés à ce sujet. L'auteur ne se contente pas ici de son talent d'analyste. Concerné au premier chef, il entend offrir au peuple arménien, ainsi qu'à tous ceux concernés par la destruction et le néant, non une vengeance, mais une délivrance face à l'indifférence de l'air du temps.

Le lecteur profane trouvera dans ces ouvrages à la fois documentés et concis dans leur propos des clés de compréhension précieuses sur une « question arménienne » souvent caricaturée, simplifiée. Les plus connaisseurs trouveront ici une grille de lecture renouvelée et stimulante, enfin libérée d'une « prison mémorielle » qui a souvent figé le temps autour du génocide lui-même, et empêché les victimes, d'une génération à l'autre, d'exorciser le traumatisme. Fort d'une analyse savante et finement conceptualisée, et prenant le contrepied des clichés et idées préconçues, Gaïdz Minassian nous plonge dans les six spécificités de l'histoire arménienne, dont la plus saillante demeure la domination : dépendance et servitude pour ceux qui la subissent, et fil conducteur de sa réflexion.

La première spécificité consiste, elle, en une mémoire profondément attachée au temps long, au point que les Arméniens composent une véritable « société-mémoire » qui donne naissance à une historiographie de revanche et de survie, de résistance et de combat, sans toutefois jamais être réparatrice ou résiliente. La deuxième renvoie au négationnisme continu de l'État turc qui a entouré cette mémoire, virant à l'amnésie forcenée à tous les échelons institutionnels et sociaux. On peut s'interroger pour savoir si les islamistes de l'AKP en ont dépassé ou non les fondements les plus primaires. Troisième et quatrième spécificités, le caractère très ancien (encore plus qu'en Europe, et remontant à l'Antiquité) de la nation arménienne et, simultanément, l'inexistence matérielle, presque linéaire, d'un État souverain sur près de trois mille ans. Cinquième spécificité, celle du rapport ambigu au territoire et à la modernité, qui ouvre vers trois questions constituant autant de perspectives : quelle démocratisation de

l'identité des Arméniens ? Quelles voies de normalisation avec Ankara ? Par-delà son traitement mémoriel, quelle approche plus « actuelle » du génocide et de ses acteurs ?

Myriam Benraad

OR NOIR. LA GRANDE HISTOIRE DU PÉTROLE

Matthieu Auzanneau
Paris, La Découverte, 2015,
718 pages

L'auteur analyse l'histoire du xx^e siècle à travers celle du pétrole. Celui-ci est d'abord le produit de sociétés militarisées fondées sur la guerre mécanisée – la guerre de Sécession, la Première Guerre mondiale, le Blitzkrieg vu comme une gestion optimisée de l'énergie, jusqu'à l'usage du napalm au Vietnam. L'industrie pétrolière apparaît ainsi dans cet ouvrage comme un système monopolistique, coercitif et corrompu créé par les Rockefeller. Sauveurs du système financier américain à la fin du xix^e siècle, artisans de la création de la Fed, se présentant comme les grands défenseurs d'un système néolibéral dont ils seraient la banque, ceux-ci auraient orchestré une transformation du capitalisme en corporatisme. S'alliant successivement avec le charbon, le chemin de fer, l'automobile, l'agriculture, l'ingénierie, la banque, le fisc, la science et notamment la science économique, ce cartel international aux multiples ramifications connaîtrait depuis 1989 un renouveau, incarné notamment par JPMorgan et Citigroup. L'auteur souligne, à l'inverse, le rôle des figures qui combattirent Big Oil, de l'essor du Staline de la Bakou pétrolière aux luttes de Kennedy contre les majors.

C'est l'ensemble de l'histoire récente des relations internationales que l'auteur

présente comme inféodé à l'or noir, en s'attachant au récit de ses événements marquants : percement du canal de Suez, accords Sykes-Picot, invasion de l'Éthiopie, création des organisations internationales après 1945, renversement de Mossadegh, mort de Mattei ou guerre du Biafra. Au centre du jeu : une alliance américano-saoudienne fondée sur les astuces fiscales des majors, le refus de la démocratie et le réinvestissement des pétrodollars. À ce titre, la crise pétrolière et ses conséquences – chômage, dette et restructurations néolibérales – sont interprétées comme profitant avant tout aux majors américaines. La révolution iranienne et la première guerre d'Afghanistan conduisent d'ailleurs à un renouveau rapide de la puissance américaine au Moyen-Orient, la CIA jouant les uns contre les autres, notamment pendant la guerre Iran-Irak. Le contre-choc pétrolier apparaît quant à lui comme un tribut payé par les Saoud à Washington pour accélérer la chute de l'empire soviétique. Georges W. Bush se garde d'ailleurs bien d'inquiéter les Saoudiens après le 11 septembre, qui l'en remercieront en favorisant sa réélection. Au regard du chaos irakosyrien actuel, ce renouveau américain au Moyen-Orient apparaît aujourd'hui comme un échec, qui profite paradoxalement aux compagnies chinoises. La dernière facette de la question pétrolière est enfin écologique, et renvoie à un déclin, qui détermine aujourd'hui l'évolution d'une partie du système international.

Le livre pâtit d'un certain nombre de longueurs, de considérations philosophiques approximatives sur la nature du progrès, et d'un défaut d'analyse économique. L'auteur n'hésite ainsi pas à lier étroitement le pétrole à l'essor du fascisme, mais aussi à une libération des potentialités humaines... D'un

indéniable talent littéraire, rempli de détails fouillés et de brillants passages, il comble néanmoins utilement un vide dans un champ traditionnellement dominé par l'historiographie anglo-saxonne.

Julien Brault

**LA FABRIQUE DES « BARBOUZES ».
HISTOIRE DES RÉSEAUX FOCCART EN
AFRIQUE**

Jean-Pierre Bat
Paris, Nouveau Monde Éditions,
2015, 510 pages

Depuis l'Élysée, Jacques Foccart, secrétaire général de l'Élysée aux affaires africaines et malgaches de 1960 à 1974, a orchestré la politique de la France vis-à-vis d'une Afrique décolonisée et en proie au « péril marxiste ». Le Congo est alors l'épicentre de cette stratégie et le docile président en soutane, l'abbé Youlou, en est le principal relais pour Paris, qui dépêche à ses côtés des « barbouzes » français éprouvés.

Dans ce livre précis, dense, riche d'informations factuelles et parfois inédites sur cette séquence de la politique africaine du général de Gaulle, Jean-Pierre Bat projette la lumière sur ces hommes de l'ombre de la France en Afrique. Historien et archiviste-paléographe, le responsable du « Fonds Foccart » aux Archives nationales poursuit avec cet ouvrage son rigoureux travail d'enquête dans les arcanes des réseaux du Monsieur Afrique du général de Gaulle. À travers les correspondances, les écoutes, les documents exhumés notamment des archives de Jacques Foccart, l'auteur décrit, sans jamais juger, ces « barbouzes » et apporte un éclairage géopolitique précis à travers le prisme des services secrets, des complots et des intrigues.

Outre Antoine Hazoume, on retrouve à Brazzaville un certain Alfred Delarue, opérant sous le pseudonyme de « Monsieur Charles ». Celui-ci a entre autres fait ses classes à la tête des brutales unités anticomunistes des Renseignements généraux de la préfecture de Paris pendant l'Occupation, et rejoint les rives du fleuve Congo pour mettre en place les services de renseignements de l'abbé Youlou. Ce dernier a pour conseiller politique l'ancien résistant Jean Mauricheau-Beaupré, qui fait aussi fonction de représentant personnel de Jacques Foccart. D'autres agents du SDECE, mercenaires et collaborateurs, viennent bientôt prêter main-forte à Brazzaville.

De l'autre côté du fleuve Congo, la guerre civile fait rage depuis l'indépendance. Et le premier chef du gouvernement du Congo indépendant, Patrice Lumumba, anticolonialiste et antifrançais, est l'ennemi à déstabiliser pour Foccart, qui va inciter les chefs d'État « amis » d'Afrique francophone à soutenir Moïse Tshombé, devenu président pro-occidental de la riche province minière du Katanga et qui a fait « sécession du chaos » le 11 juillet 1960. C'est ainsi que la France affronte indirectement l'URSS et la République arabe unie du colonel Nasser, Cuba et les alliés continentaux du bloc communiste en Afrique centrale, pour tenter de ramener le « Grand Congo » dans le sillon du « pré carré ». À Brazzaville, base arrière des opérations françaises dans la région, l'abbé Fulbert Youlou est contesté pour ses dérives autoritaires et son dévouement tout entier à Paris. Il est renversé en 1963 par des « révolutionnaires », tandis que deux ans plus tard, de l'autre côté du fleuve Congo, Mobutu Sese Seko arrive au pouvoir par un coup d'État soutenu par Washington. Le dispositif des Français à Brazzaville s'effondre. Les

« barbouzes » migreront à Libreville pour coordonner les opérations de soutien à la sécession du Biafra.

Joan Tilouine

NOUVELLES TECHNOLOGIES

WHEN GOOGLE MET WIKILEAKS

Julian Assange

New York/Londres, OR Books, 2014, 223 pages

Écrit par un acteur majeur du « cybermilitantisme », fondateur de WikiLeaks, cet ouvrage illustre – quelque peu brutalement – le « réalisme offensif » dont font preuve les dirigeants américains envers l'internet. L'ouvrage est construit autour de la rencontre de l'auteur avec Eric Schmidt – président du conseil d'administration de Google – en 2011. Schmidt préparait alors son livre *The New Digital Age*¹, coécrit avec Jared Cohen, directeur de Google Ideas passé par le *Policy Planning Staff* du Département d'État.

Il s'agit donc avant tout d'une réponse au livre des *Googlemen*, plus que d'une démarche intellectuelle novatrice chez Assange, que l'observateur avait pourtant pu discerner dans le promoteur *Cypherpunks*². C'est d'autant plus regrettable que le livre se base très largement sur des documents déjà disponibles ailleurs : la transcription du long entretien avec Schmidt est

consultable sur le site de WikiLeaks, comme la version augmentée de la tribune publiée par Assange dans le *New York Times* en juin 2013 – critique acerbe de l'ouvrage de Schmidt.

L'intérêt de ces pages réside principalement dans la mise en garde – au ton prophétique dont l'auteur est coutumier – du « cauchemar totalitaire » que serait devenu Google. Assange accuse la firme de Mountain View d'avoir tourné le dos à ses origines californiennes libertaires pour se faire l'auxiliaire tant de la diplomatie que des services de renseignement américains, National Security Agency (NSA) en tête.

Il pointe le rôle d'Eric Schmidt dans ses déplacements en Chine, Corée du Nord et Birmanie, l'accusant en quelque sorte d'agir en coulisses pour la Maison-Blanche. Assertion que vient renforcer le contenu d'échanges entre la direction de Google et l'ancien directeur de la NSA, ce dernier entamant ses courriers à l'adresse de Google par un univoque : « En tant que membre éminent de la base industrielle de défense... »

Dépeint par Assange comme l'agent des changements de régime après les soulèvements populaires du monde arabe – particulièrement en Égypte –, Google est aussi décrit comme le « visionnaire géopolitique » des États-Unis, critique dont on ne saurait évaluer le degré d'amertume, tant il apparaît évident que, derrière sa démarche militante, Assange reste fasciné par le pouvoir en général et par l'influence qu'a su développer Google.

Assange rappelle d'autres évolutions majeures du géant américain, qui tend à *devenir* l'internet pour beaucoup d'internautes. Google a ainsi composé un nouvel univers, distinct du web, écosystème propre dont l'utilisateur a du mal à sortir. Cette évolution, qui n'est pas

1. Traduit en français sous le titre *À nous d'écrire l'avenir : comment les nouvelles technologies bouleversent le monde* (Denoël, 2013), et recensé dans *Politique étrangère* 2/2014.

2. J. Assange, J. Applebaum, A. Muller-Maguhn et J. Zimmermann, *Cypherpunks: Freedom and the Future of the Internet*, Londres/New York, OR Books, 2013.

propre à Google, participe peut-être plus que l'action des États à affaiblir l'internet.

L'auteur, enfin, juge utile de compiler les pressions que subit WikiLeaks depuis 2010 ; la diversité des formes de ces dernières ne peut surprendre. Les acteurs du numérique *lato sensu* ont longtemps eu tendance à ignorer l'héritage historique aux termes duquel les États disposent du « monopole de la violence légitime ». L'affaire Snowden est venue le rappeler avec vigueur.

Julien Nocetti

THE NEW CENSORSHIP. INSIDE THE GLOBAL BATTLE FOR MEDIA FREEDOM

Joel Simon

New York, Columbia University Press, 2014, 248 pages

Confrontées à des problèmes publics de plus en plus complexes qui mettent à nu leurs insuffisances et déviations en tous genres, de nombreuses organisations (instances politiques, structures administratives, multinationales, groupements criminels et terroristes) s'engagent dans des politiques de répression ouverte/déguisée, visant tout d'abord à contrôler les flux d'information non-alignée, et ensuite à défendre leurs intérêts, aussi bien que leur image de soi. Ces menées, qui affectent les États dits démocratiques autant que les autocraties ou les zones d'instabilité insurrectionnelle, ne cessent de gagner en virulence, au détriment des contrôles civiques. Est-ce à dire que liberté de la presse et liberté d'expression individuelle sont condamnées à moyen terme ? Pas forcément.

The New Censorship traite des menaces et opportunités auxquelles sont confrontés les représentants des médias traditionnels. L'ouvrage le souligne :

internet a eu des effets ambivalents sur les reporters professionnels (du moins ceux dignes de ce label). D'un côté, le réseau facilite le travail de collecte et de production, notamment sur les périphéries. De l'autre, il réduit le rôle d'intermédiaires symboliques dont certains, comme les correspondants de guerre ou les commentateurs politiques, tiraient avantages et protections. De là, une intensification marquée des assauts, symbolisée par la décapitation de Daniel Pearl, le meurtre commandité d'Anna Politkovskaïa, ou le massacre de Shariff Aguak (élimination en bloc de 32 salariés de presse philippins), et tacitement encouragée par la « passivité » des magistrats et policiers locaux.

Pas question pour autant de baisser les bras, nous explique l'auteur. Vu l'ampleur des crises en gestation (réchauffement climatique inclus), les systèmes de gouvernement avancés vont avoir un besoin croissant de capteurs fiables, aptes à compenser les errements et tromperies des entités administratives. Avec les ONG, les journalistes sont directement concernés. Encore faut-il que les responsables éclairés leur apportent le soutien requis. Joel Simon dresse dans cette direction une longue liste de recommandations. Parmi les pistes avancées : financer les réseaux médiatiques régionaux, favoriser la dissémination d'informations techniques dans les audiences « pointues », faciliter les rapprochements entre envoyés *freelance* de qualité et activistes locaux, exposer et dénoncer ouvertement les agissements liberticides des « démocrateurs », rappeler à la décence les forces militaires d'occupation enclines à mitrailler les reporters non-intégrés, durcir les procédures criminelles ciblant les tueurs de journalistes et leurs donneurs d'ordres...

Plus généralement, l'auteur plaide pour la préservation de la liberté

d'expression sur internet, la limitation drastique des pouvoirs d'intrusion accordés aux appareils étatiques de surveillance, l'adoption de normes internationales prohibant explicitement la censure, voire l'adoption d'une charte permettant aux défenseurs de la liberté d'expression et d'information de se liguer et d'appliquer une pression focalisée sur les États et potentats rétifs. *The New Censorship* n'en constitue pas moins une lecture de choix : il couvre un large éventail de pays, et l'auteur a pu rencontrer quantité de figures intéressantes (reporters d'investigation, *net-activists*, militants anticorruption...) et recueillir leurs retours d'expérience.

Jérôme Marchand

**POWER, INFORMATION TECHNOLOGY,
AND INTERNATIONAL RELATIONS THEORY.
THE POWER AND POLITICS OF US FOREIGN
POLICY AND THE INTERNET**

Daniel R. McCarthy
Basingstoke, Palgrave Macmillan,
2015, 220 pages

Alors que le « contrôle » américain sur l'internet et la quasi-hégémonie économique mondiale dont jouissent les grands acteurs du net font régulièrement l'objet de commentaires passionnés, cet ouvrage replace l'internet dans le cadre de la pensée et la pratique diplomatiques des États-Unis.

Il a été presque entièrement rédigé avant les révélations d'Edward Snowden. Son objectif n'est donc pas d'en analyser les conséquences pour la diplomatie américaine du numérique, mais de montrer que le développement de l'internet et les valeurs qu'il porte servent les objectifs de politique étrangère de Washington. Décloisonnant études numériques et

théorie des relations internationales, l'auteur comble un vide académique. Les experts de politique internationale perçoivent généralement le développement de l'internet comme important mais non révolutionnaire : la technologie nuit à certains pans de l'action des États, mais n'est pas transformative au point d'amener la démocratie, d'altérer l'équilibre des pouvoirs ou de modifier substantiellement l'agenda international. Les spécialistes de l'internet, eux, privilégient plus son potentiel de rupture, voient comme décisive l'intégration des marchés et des données, et avancent que les États doivent appréhender au plus vite ses implications politiques et industrielles. Ils s'accordent aussi sur le besoin d'une coopération internationale plus étroite.

L'argument de l'auteur n'est pas une critique de la diplomatie américaine du numérique. Il reconnaît que l'internet est pour l'essentiel une invention américaine. Mais il estime que les valeurs intégrées dans l'architecture du réseau (infrastructures physiques, applications, contenus) reflètent le contexte de sa création voici un demi-siècle, exprimant un biais résumé par la notion de « libre circulation de l'information ». L'intrication de moyens publics et de ressources privées sert les intérêts de la Maison Blanche : elle crée un concentré de puissance globale sans équivalent, qui lui permet d'orchestrer un « impérialisme d'interpénétration », démultiplié par une rhétorique sur la « liberté de l'internet » censée favoriser l'ouverture des marchés aux capitaux américains.

L'ouvrage nous persuade que la diplomatie américaine du numérique est plus intelligible quand replacée dans le contexte plus traditionnel de l'approche des États-Unis en matière de relations internationales. Sans doute

l'élément le plus fondamental du discours américain est-il de constamment lier la libre circulation de l'information à la liberté d'expression et aux droits de l'homme – ce qu'ont fait les administrations Bush, puis Obama.

Sans surprise, le gouvernement américain rejette tout arrangement alternatif – l'interruption de cette libre circulation de l'information pour des motifs sociaux, culturels, politiques – en les délégitimant. D'où la pression sur certains États pour qu'ils se conforment à la vision américaine, ce qui permet de conserver une prééminence sur les normes, les valeurs et les intérêts que sous-tend le réseau. L'auteur éclaire ainsi les recompositions d'une diplomatie publique qui a su intégrer, bien avant les autres, les technologies numériques – même si l'affaire Snowden a largement entamé l'autorité morale des États-Unis comme porte-étendard des libertés numériques.

Julien Nocetti

AFRIQUE

BOKO HARAM. NIGERIA'S ISLAMIST INSURGENCY

Virginia Comolli
Londres, Hurst Publishers, 2015,
208 pages

BOKO HARAM. INSIDE NIGERIA'S UNHOLY WAR

Mike Smith
Londres, I.B. Tauris, 2015, 320 pages

Si Al-Qaïda et l'État islamique ont concentré la plupart des analyses sur le phénomène djihadiste, la littérature sur

Boko Haram est bien moins abondante. Le groupe qui s'est rendu célèbre par l'enlèvement des lycéennes de Chibok il y a plus d'un an est pourtant responsable de nombreuses exactions, qui ont coûté la vie à plus de 7 000 personnes de la mi-2014 à la mi-2015. Deux livres, de Mike Smith, ancien chef du bureau de l'AFP pour l'Afrique de l'Ouest, et de Virginia Comolli, chercheur à l'Institut international d'études stratégiques (IISS) à Londres, tentent de faire la lumière sur cette organisation que l'on qualifie parfois de « secte ».

L'ouvrage de Mike Smith se livre principalement à un récit factuel des événements, plus qu'à une étude critique de Boko Haram. Il fournit des détails saisissants sur les attaques du groupe, recueillis de la bouche même des victimes et des témoins directs. Ces détails donnent un excellent aperçu de la situation au Nigeria depuis que le groupe s'est engagé sur la voie de la violence en juillet 2009. Le livre s'ouvre sur un récit de l'attaque de Boko Haram contre un siège de la police en janvier 2012 par un des survivants, avant de présenter un tableau général de la situation au Nigeria, et du groupe lui-même. Chaque chapitre débute par le récit d'un événement majeur dans l'histoire de Boko Haram, de l'exécution extrajudiciaire du chef du groupe en juillet 2009 à l'enlèvement de près de 300 filles dans leur école de Chibok. Les autres chapitres se concentrent sur le contexte, l'histoire coloniale de la région, et l'échec des réponses du gouvernement à Boko Haram.

De son côté, Virginia Comolli a écrit un ouvrage de facture plus scientifique, aux nombreuses références, et offrant moult détails donnant une vue d'ensemble du groupe et des enjeux locaux, régionaux, et internationaux. Le livre de Comolli explore tout d'abord

le contexte historique de l'islam au Nigeria. L'auteur se fonde sur cette histoire pour expliquer l'origine de groupes islamistes radicaux, avant de se tourner plus spécifiquement vers Boko Haram. Elle analyse en profondeur ce groupe, détaillant les controverses sur sa fondation et le tournant violent sous la direction d'Abubakar Shekau. Elle se concentre ensuite sur les multiples conséquences régionales, et les liens éventuels avec d'autres groupes islamistes extrémistes. Dans la dernière partie de l'ouvrage, elle se montre critique envers la stratégie de contre-insurrection mise en œuvre par le gouvernement nigérian, qui s'est soldée jusqu'ici par des revers et de multiples violations des droits de l'homme de la part des forces de sécurité.

Les deux livres ont des styles et des buts différents. Celui de Smith est une lecture captivante pour quiconque souhaite mêler récits historico-politiques et témoignages poignants. De son côté, le livre de Comolli est une lecture incontournable pour ceux qui veulent avoir une compréhension globale des conditions ayant conduit à la situation actuelle. Alors que Boko Haram étend ses opérations hors du Nigeria et que les effets de ses actions se feront sentir pendant des années, on ne peut que recommander la lecture de ces deux ouvrages.

Timothy Boswell

**GUERRES MYSTIQUES EN CÔTE D'IVOIRE.
RELIGION, PATRIOTISME, VIOLENCE
(2002-2013)**

Marie Miran-Guyon

Paris, Karthala, 2015, 372 pages

D'aucuns n'ont pas hésité à présenter la crise ivoirienne comme une opposition entre chrétiens du Sud et musulmans du

Nord. L'ouvrage de Marie Miran-Guyon a tout d'abord l'intérêt de nous resituer le conflit dans toute sa complexité, d'où l'usage du pluriel pour le mot guerre – les conflits ayant été discontinus dans le temps et l'espace, et certains, notamment à l'ouest dans le pays *wè*, très ancrés dans leurs substrats locaux.

Miran-Guyon résume sa démarche : « S'il importe de ne pas surdéterminer le religieux, de ne pas enfermer les crises ivoiriennes dans une lecture trop spiritualiste, il importe tout autant d'éviter une analyse trop fonctionnaliste qui ne verrait dans les manifestations du religieux que l'expression détournée d'enjeux étroitement matériels. [...] Les conflits ivoiriens n'ont pas jailli de source religieuse. Mais les guerres, une fois enclenchées, ont déployé une théâtralité fortement imprégnée des imaginaires religieux ivoiriens. » Elle s'appuie sur une riche bibliographie et des entretiens menés à Abidjan et dans le centre-ouest de la Côte d'Ivoire, en pays *wè*, qui sont les deux théâtres les plus étudiés. Le pays *wè* est traversé par les tensions entre autochtones et allogènes pour l'accès à des terroirs de plus en plus disputés, par des tensions « miroir » de situations au Liberia, par des solidarités ethniques croisées, mais aussi par des rivalités lignagères au sein même des communautés... La violence politico-militaire est entrée en syntonie avec des discours et des pratiques mystiques. Les « armes mystiques » sont mobilisées pour annihiler la « puissance » des groupes voisins, les sociétés secrètes (chasseurs, hommes-léopards...) et leurs savoirs animistes sont utilisés par différentes forces politiques.

À Abidjan, l'auteur décrit la terreur subie par les populations musulmanes, le ciblage d'imams par des « commandos invisibles », mais aussi les

multiples initiatives de paix portées par les catholiques et les musulmans face à une violence politique venue « d'en haut », des leaders politiques.

L'exemple le plus étonnant de l'interpénétration du discours politique et de l'imaginaire religieux est certainement celui de l'un des derniers épisodes de cette période trouble, à savoir la crise postélectorale de 2010-2011 où l'on vit le camp du président Laurent Gbagbo refuser les résultats des élections présidentielles et se lancer dans un jusqu'au-boutisme qui s'explique en partie par l'environnement religieux du président (mouvance protestante et évangélique), qui prônait une lecture apocalyptique des événements politiques. Les prophéties de Malachie Koné ou les prêches de pasteurs tels que Moïse Koré, présentent Gbagbo comme « l' élu de Dieu » devant protéger la Côte d'Ivoire dans un ultime combat contre les forces du mal (la France, l'ONU, les musulmans, la communauté internationale...), coalisées autour d'Alassane Dramane Ouattara. Cette période illustre la thèse de l'auteur, à savoir la connexion entre un imaginaire religieux et une situation politique conflictuelle qui aboutit à un surcroît d'intransigeances et de violences.

L'ouvrage de Marie Miran-Guyon est incontournable pour qui souhaite étudier la succession des crises violentes qui ont frappé la Côte d'Ivoire.

Alain Antil

ESKOM. ÉLECTRICITÉ ET POUVOIR EN AFRIQUE DU SUD

Sylvy Jaglin et Alain Dubresson
Paris, Karthala, 2015, 228 pages

Depuis 2008, l'Afrique du Sud connaît d'importantes et fréquentes coupures

d'électricité. La situation de la compagnie nationale Eskom est dramatique, les réserves quasi-nulles et les perspectives d'amélioration très incertaines à court terme. Sylvy Jaglin et Alain Dubresson, tous deux géographes, tentent de comprendre dans cet ouvrage les raisons du « naufrage » d'Eskom, premier producteur africain d'électricité et 11^e entreprise mondiale en capacité.

Ils nous livrent une analyse fouillée et convaincante qui s'articule autour du concept de « technopolitique » – utilisation stratégique de la technique pour mettre en place des projets politiques –, et convoquent utilement les outils de la science politique tels que l'analyse des institutions et le néopatrimonialisme.

Leur hypothèse est que la crise que traversent Eskom et l'Afrique du Sud est d'abord une crise des relations entre institutions, et pose le problème de la redéfinition du statut et du rôle d'Eskom.

Les auteurs montrent que l'entreprise créée en 1923 fut d'abord un élément clé du renforcement du pouvoir afrikaner à travers le développement des mines. Ces liens organiques avec l'État ont perduré après la fin de l'apartheid. Le gouvernement ANC a, lui, utilisé Eskom comme un élément de *Black Economic Empowerment* (BEE), en y nommant des cadres noirs et en utilisant de petits fournisseurs de charbon, noirs eux aussi. On comprend mieux alors les hésitations des réformes, réduites à « gérer l'incertitude » et à « piloter à vue » pour ne pas mettre en péril les dynamiques néopatrimoniales à l'œuvre.

Par ailleurs, le charbon tient une place stratégique dans la structuration du système technopolitique. C'est lui qui a historiquement permis à l'Afrique

du Sud de produire l'électricité la moins chère du monde pendant des décennies. Pourtant, alors que le pays est le 7^e producteur mondial de charbon, Eskom peine à s'approvisionner : le BEE a favorisé de petits opérateurs noirs, mais ils sont moins réguliers que les plus gros, et le charbon est de moins bonne qualité. Par ailleurs, l'entreprise nationale est concurrencée par les Chinois et les Indiens, gros consommateurs, capables d'acheter le charbon sud-africain trois fois plus cher qu'elle. C'est aussi parce que 85 % de la production reste liée au charbon que les prix augmentent et qu'Eskom a été marginalisée dans l'actuelle course au mix énergétique.

Décrédibilisée sur son territoire mais aussi sur le continent africain, Eskom tente donc la quadrature du cercle entre des nécessités techniques complexes, une population exigeante et fatiguée de voir les tarifs augmenter annuellement de 25 %, et un gouvernement pour qui elle reste une ressource politique de premier ordre.

Cet ouvrage exigeant est d'une grande utilité méthodologique : les outils convoqués sont variés et transdisciplinaires. Il permet par ailleurs de dépasser l'opposition trop habituelle entre technique et politique pour comprendre leurs liens organiques. On comprend alors mieux pourquoi des réformes ou des projets dits « techniques » peuvent échouer. En cela, l'analyse proposée ici par les deux auteurs a une portée bien supérieure à la simple description des difficultés d'une entreprise de délivrance de services. Elle invite à questionner le politique dans ce qu'il a de plus concret : ses ressources et ses conséquences sur la vie quotidienne des citoyens.

Hélène Quenot-Suarez

ÉRYTHRÉE. UN NAUFRAGE TOTALITAIRE

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Franck Gouéry
Paris, Presses universitaires de France, 2015, 344 pages

Si cet État de la Corne de l'Afrique présente la « plupart des caractéristiques du totalitarisme [...], il lui en manque pourtant certains attributs fameux » (culte de la personnalité, expansionnisme, dimension raciale et scientisme). L'ouvrage analyse la trajectoire du jeune État, indépendant de l'Éthiopie après 30 ans de lutte (1961-1991).

Si le projet initial était de publier une série d'ouvrages photographiques sur la Corne de l'Afrique – après *Les Afars d'Éthiopie. Dans l'enfer du Danakil*, les auteurs publient *Érythrée. Entre splendeur et isolement* –, l'énigme politique posée par l'État érythréen a poussé les deux politistes à aller plus loin dans leurs recherches. L'étude n'est pas une simple monographie. Les auteurs mobilisent la littérature sur le totalitarisme pour offrir une nouvelle contribution à la « philosophie politique du totalitarisme ». Leur analyse a l'avantage de refuser les explications monocausales et de s'appuyer sur un travail de terrain.

Érythrée. Un naufrage totalitaire est une étude qui comble un manque pour trois raisons. Premièrement, il n'existe pas d'ouvrage scientifique sur l'Érythrée en langue française. Deuxièmement, elle offre une présentation pratiquement exhaustive du pays, bien qu'ancrée dans l'histoire contemporaine. Troisièmement, elle développe une stimulante thèse de philosophie politique autour du concept de « totalitarisme failli » ou « échoué ». L'étude démontre une nouvelle fois que la Corne de l'Afrique fait figure de véritable laboratoire, qu'il s'agisse de la nature des conflits qui s'y expriment

ou des modèles politiques qui s'y développent. Elle ouvre des perspectives de recherche, tant sur les dynamiques sécessionnistes que sur la trajectoire politique des régimes issus des concepts de *liberation movement government*¹ ou de *post-liberation state*² (Éthiopie, Rwanda, Ouganda, Soudan du Sud). Ici, les États forts se caractérisent par une gouvernance basée sur la mobilisation, voire l'endoctrinement, de la population, leurs leaders étant d'anciens rebelles qui utilisent la guerre pour légitimer et renforcer leur pouvoir.

L'ensemble de l'ouvrage est dense et les références riches. Le cahier central, qui comporte une carte et des photographies, est fort utile pour appréhender cet État méconnu. Néanmoins, on perçoit un changement d'approche au cours de l'ouvrage. Si les auteurs s'attachent principalement à l'étude du totalitarisme érythréen et de ses effets, en s'efforçant d'appréhender les déterminants de ces politiques, on constate qu'ils semblent changer de posture à la fin de l'ouvrage. Ils passent ainsi du point de vue de Sirius à la posture de conseillers politiques. Ils examinent, dès lors, la politique à adopter à l'égard de l'Érythrée, ses éventuelles conséquences, et formulent des recommandations. Ce faisant, le livre devient plus proche de l'actualité. Il s'avère donc indispensable pour ceux qui souhaitent comprendre les ressorts de l'un des derniers régimes totalitaires au monde, dont la politique a un impact dans la région, mais également en Europe.

Sonia Le Gouriellec

1. M.A.M. Salih, « African Liberation Movement Governments and Democracy », *Democratization*, vol. 14, n° 4, août 2007, p. 669-685.

2. S. Rich Dorman, « Post-Liberation Politics in Africa: Examining the Political Legacy of Struggle », *Third World Quarterly*, vol. 27, n° 6, 2006, p. 1085-1101.

THE LOOTING MACHINE. WARLORDS, TYCOONS, SMUGGLERS AND THE SYSTEMATIC THEFT OF AFRICA'S WEALTH

Tom Burgis

Londres, William Collins, 2015,
336 pages

L'Afrique, dit-on, va mieux. Tel n'est pas le constat de Tom Burgis sur un continent frappé par la malédiction des ressources naturelles. L'Afrique subsaharienne possède 15 % des réserves mondiales de pétrole, 40 % des ressources en or, 80 % des ressources en platine ; elle ne représente pourtant que 2 % du PNB mondial. Ses richesses naturelles l'ont paradoxalement appauvrie. L'exportation massive de matières premières entraîne la hausse de la monnaie et détériore la compétitivité du secteur manufacturier – d'où la désindustrialisation, la mono-spécialisation et une croissante vulnérabilité aux variations des cours internationaux. C'est la maladie hollandaise (*Dutch disease*), ainsi baptisée suite aux effets sur l'économie néerlandaise de la découverte d'immenses réserves de gaz naturel au nord du pays à la fin des années 1950.

Cette surabondance de ressources a des effets politiques tout aussi malheureux. Leur vente génère une rente captée par une minorité. Cette manne lui évite de lever l'impôt, rompant du même coup le lien social entre gouvernants et gouvernés. L'exercice du pouvoir n'a plus pour but la satisfaction du plus grand nombre mais l'enrichissement des gouvernants. C'est la « politique du ventre » de Jean-François Bayard – qu'ignore Tom Burgis –, ou la survie des obèses (*survival of the fattest*) – qu'il source. L'accaparement des richesses explique que les pays frappés par la malédiction des ressources naturelles

connaissent une croissance très inégalitaire : leur PIB croît, leur PIB par habitant aussi, mais la pauvreté ne recule pas.

La Guinée équatoriale incarne à la caricature ce biais. Le pétrole y représente 75 % de son PIB, 90 % des ressources publiques, 98 % des exportations. Son PIB par habitant a explosé, approchant les 30 000 dollars, la rapprochant du niveau de l'Espagne ou de la Nouvelle-Zélande. Pour autant, cette croissance est inégalement répartie. Tandis que le président Obiang (au pouvoir depuis 1979) et sa clique accaparent la rente pétrolière, le reste de la population survit dans la misère. Le pays se classe au 136^e rang mondial de l'index du développement humain du PNUD, derrière le Guatemala où le PIB par habitant n'est que de 5 000 dollars. L'espérance de vie y est de 51 ans seulement – au même niveau qu'en Somalie.

Journaliste d'investigation au *Financial Times*, basé à Johannesburg, puis à Lagos et aujourd'hui à Londres, Tom Burgis nous livre ici le fruit de ses enquêtes. De l'Angola au Niger, en passant par la Zambie, la RDC et le Nigeria, la « machine à piller » a bien des ressorts. Elle n'est plus seulement occidentale, la Chine prenant désormais sa part dans le pillage systématique des ressources naturelles. Avec une ténacité obsessionnelle, Tom Burgis traque un de ces entrepreneurs chinois sans foi ni loi, Sam Pa, mystérieux président de Queensway Group, conglomérat aux investissements opaques. Les Africains ont aussi leur part de responsabilité que l'auteur dénonce en décrivant les différentes variantes de kleptocraties africaines : « cryptocratie » dans un Angola dominé par le culte du secret, « contractocratie » dans un Nigeria miné par les trafics d'intérêt...

Au risque de nous perdre dans la description millimétrique de montages financiers d'une incroyable complexité, Tom Burgis donne de la chair à la malédiction des ressources, et un visage aux capitaines d'industrie, seigneurs de la guerre et trafiquants qui en sont responsables.

Yves Gounin

AMÉRIQUES

BARACK OBAMA ET LE PRINTEMPS ARABE. LE REPOSITIONNEMENT DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE AU MOYEN-ORIENT

Gilles Vandal et Sami Aoun

Outremont, Athéna Éditions, 2013, 370 pages

On propose ici un bilan de la politique du président Obama à l'issue de son premier mandat, non seulement face au printemps arabe, mais d'une façon générale face aux défis posés par le Moyen-Orient : relations avec Israël et la Turquie, question palestinienne, négociations avec l'Iran. Dans l'ensemble, et en contraste avec la majorité de ceux qui ont écrit sur ce sujet, les auteurs ont un jugement plutôt positif sur la politique d'Obama et estiment que, notamment sur le printemps arabe, il a joué avec habileté et réalisme. Mais le bilan ne pourra être pleinement établi qu'à l'issue du second mandat.

Après la politique idéologique et brutale de George W. Bush, les auteurs soulignent la rupture voulue par son successeur. Celui-ci propose une approche tout à la fois morale et pragmatique. Obama trouve son inspiration essentiellement dans les

écrits de Reinhold Niebuhr et George Kennan, s'inscrivant dans une école de pensée promue par le premier : le « réalisme chrétien » qui met en garde contre le « danger de pécher par arrogance ». La politique étrangère doit contribuer à promouvoir la justice ; les sociétés humaines sont complexes et il est contre-productif de vouloir imposer le modèle américain. Il estime avec George Kennan qu'il convient d'être conscient des limites de la puissance américaine. Ainsi, le déploiement de la force militaire ne peut résoudre les problèmes, notamment lorsqu'il s'agit de combattre l'islamisme radical. Certes, les États-Unis doivent contribuer à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, mais en les proposant et non en les imposant, en misant sur le *smart power* et la diplomatie plutôt que sur la force.

Ces idées transparaissent déjà avant même son élection dans un article qu'Obama publie dans *Foreign Affairs* à l'été 2007. S'agissant du Moyen-Orient, elles sont développées dans les deux discours fondateurs d'Ankara (avril 2009), et surtout de l'université du Caire (juin 2009). Son objectif est clair : réconcilier les États-Unis avec le monde musulman, et notamment avec les pays arabes. Les thèmes et orientations proposés sont alors bien reçus : intérêts et respect mutuels ; reconnaissance que l'islam et les États-Unis partagent les valeurs communes de justice, progrès, tolérance et dignité ; droits des Palestiniens « humiliés » à avoir leur propre État ; proposition de dialogue avec l'Iran.

S'agissant du printemps arabe, les auteurs estiment que le président l'avait anticipé et n'a pas été surpris : dès juin 2010, il avait demandé à ses collaborateurs de définir une stratégie, pays par pays, pour soutenir

les politiques de réforme au Moyen-Orient. Face à la révolution en Égypte, les auteurs pensent que le président américain a « géré prudemment et admirablement la crise égyptienne [...] en accompagnant le cours des événements et en veillant à contenir tout dérapage ». Son clair soutien au processus démocratique ne l'a pas empêché de mener des politiques à géométrie variable selon les pays, politiques qui, selon ses détracteurs, témoignent d'un manque de cohérence. Gilles Vandal et Sami Aoun reconnaissent également les camouflets infligés à Obama par Netanyahu, qui met en échec sa politique sur la question palestinienne.

Le bilan, à mi-parcours, nuancé et lucide, permet d'avoir une meilleure compréhension d'une politique qui, vue d'Europe, est apparue parfois quelque peu décevante et déroutante.

Denis Bauchard

**CORRUPTION IN AMERICA.
FROM BENJAMIN FRANKLIN'S SNUFF BOX
TO CITIZENS UNITED**

Zephyr Teachout

Cambridge, Harvard University

Press, 2014, 384 pages

Zephyr Teachout enseigne à l'université de droit de Fordham (New York). Cette militante s'est aussi présentée aux primaires démocrates pour les élections « gubernatoriales » de l'État de New York en 2014, faisant campagne sur des thèmes proches de ceux du mouvement *Occupy Wall Street*. Malgré son échec face à Andrew Cuomo (élu gouverneur), elle a réuni 26 % des voix dans cette primaire, score non négligeable. Son ouvrage sur la corruption est donc à la fois une prise de position et une analyse juridique de grande qualité.

En opposition avec le système britannique, où règne alors une grande corruption, les Pères fondateurs des États-Unis s'attachent à rédiger une constitution qui établira d'emblée des garde-fous solides contre ce problème. Les *Federalist Papers* montrent que, dans l'ensemble, ils ont été plus proches de la conception de Montesquieu que de celle de Hobbes : l'homme n'est pas foncièrement mauvais, un régime politique approprié peut faire régner le bien.

Las, la corruption est partout, et Teachout décrit 250 ans d'alternance entre relâchement et scandale d'une part, reprise en main législative et judiciaire d'autre part – qu'il s'agisse d'acheter le vote des électeurs, de corrompre candidats ou élus dans un but précis, voire d'enrichissement personnel. L'ouvrage analyse ainsi l'affaire de la tabatière offerte par Louis XVI à Benjamin Franklin en 1785 ; le scandale immobilier de la rivière Yazoo (dans l'actuel Mississippi) dans les années 1790-1810 ; les scandales de la fin du XIX^e suivis de la reprise en main de l'Ère progressiste, lorsque le *Sherman Act* interdit les monopoles ferroviaires ; le *New Deal* et la mise au pas de la Cour suprême ; les grandes lois encadrant le financement des campagnes électorales dans les années 1970 et 2000 (FECA et BCRA). Il décrit aussi l'émergence du lobbying, pourtant clairement interdit par les Pères fondateurs, au XX^e siècle.

Pour Teachout, la situation actuelle présente cependant le pire danger pour la démocratie américaine. Avec la décision *Citizens United* de 2010, la Cour suprême justifie une conception extrêmement étroite de la corruption : celle-ci est définie comme la rétribution directe d'actes officiels (les fameux *quid pro quo*). La Cour considère tous les autres cas qui lui sont soumis comme autorisés par le principe de liberté

d'expression établi par le premier amendement. Ainsi, le financement des campagnes électorales par les entreprises et les particuliers, de même que le lobbying auprès du Congrès, sont aujourd'hui permis, sans limite et dans une transparence toute relative.

Le coût et la fréquence des campagnes électorales rendent l'argent toujours plus nécessaire ; la difficulté d'intéresser les citoyens au débat politique rend la pression publique illusoire (comme le prouve la disparition rapide du mouvement *Occupy Wall Street*) ; le personnel politique manque de courage. La situation semble donc bien sombre. Mais l'histoire américaine semble faite de grands mouvements de balancier. Il faut donc garder l'espoir qu'une nouvelle « Ère progressiste » survienne, avec une série de décisions juridiques, voire législatives, inversant la tendance. Par ailleurs, la société civile américaine est admirablement inventive. N'a-t-elle pas récemment inventé le financement participatif sur internet (*crowd-funding*) pour permettre aux petits de contrer les 1 % ?

Laurence Nardon

LA COUR SUPRÊME DES ÉTATS-UNIS. DROIT, POLITIQUE ET DÉMOCRATIE

Anne Deysine

Paris, Dalloz, 2015, 288 pages

Il ne s'agit pas seulement là d'un livre de droit se bornant à décrire l'organisation et le fonctionnement de la Cour, mais d'un ouvrage qui se revendique du courant *judicial politics* et propose une double approche, juridique et politique.

Certaines caractéristiques de la Cour suprême sont connues. Ses juges (désignés par le beau mot de *Justice* là où le Conseil constitutionnel français ne

compte que des « membres ») sont nommés à vie. La mesure est censée garantir leur indépendance et la stabilité de la Cour. Revers de la médaille : elle a parfois contribué à son immobilisme, comme c'est le cas ces dernières années avec l'influence paralysante des juges Scalia ou Thomas, nommés en 1986 et 1991. D'où l'importance des prochaines nominations, qui feront peut-être pencher la Cour, aujourd'hui plutôt conservatrice, dans un sens plus progressiste.

Deuxième caractéristique : le vote des juges n'est pas secret ; telle décision est rendue à l'unanimité, telle autre à une voix de majorité. Ce n'est pas la tradition française où l'on estime qu'un tel dévoilement fragiliserait l'autorité des jugements, et les juges. La tradition américaine est toute autre, ce qui encourage le débat et l'expression de voix dissidentes jusqu'au sein du tribunal.

Troisième caractéristique, moins connue peut-être que les précédentes : la Cour suprême cumule les fonctions exercées en France par le Conseil constitutionnel (le contrôle de constitutionnalité des lois, étatiques ou fédérales, compétence qu'elle ne possédait pas à sa création mais qu'elle a acquise de vive force par l'effet de sa jurisprudence *Marbury vs. Madison* en 1803), le Conseil d'État et la Cour de cassation, juges suprêmes des ordres juridictionnels judiciaire et administratif. Et à la différence de ce qu'il se passe pour les cours suprêmes françaises, nulle juridiction supranationale ne peut remettre en cause la portée de ses décisions.

Quatrième caractéristique qui distingue la Cour suprême des cours suprêmes françaises : elle décide souverainement des affaires qu'elle juge. Saisie chaque année de près de 8 000 requêtes, elle n'en juge que 80. Le filtrage n'est pas arbitraire : le *writ of certiorari* est

accordé aux requêtes qui remplissent un certain nombre de critères (*standing*, *ripeness*, absence de *mootness*). Mais il est discrétionnaire : il suffit de quatre juges pour qu'une requête soit admise. Ce système de sélection, dit du *cherry picking*, contraste avec la situation française, où le Conseil d'État et la Cour de cassation, submergés par un nombre exponentiel de requêtes (plus de 10 000 pour le premier, plus de 30 000 pour la seconde) peinent à exercer la fonction régulatrice qu'ils devraient assumer.

Pour autant, pousser plus loin la comparaison serait futile. Anne Deysine ne le fait pas, et rappelle deux différences fondamentales entre nos deux systèmes. Premièrement, les États-Unis sont une fédération où les cours fédérées, chacune coiffées dans leur État par une Cour suprême, exercent la juridiction de droit commun. Deuxièmement, le système américain se caractérise moins par la séparation des pouvoirs – comme on le croit à tort – que par un savant équilibre de poids et de contre-poids, dans lequel la Cour n'exerce de pouvoir que tant qu'il est toléré par les autres autorités.

Yves Gounin

AMERICAN CONSPIRACY THEORIES

Joseph E. Uscinski et Joseph M. Parent
New York, Oxford University Press,
2014, 240 pages

Joseph E. Uscinski et Joseph M. Parent (politistes à l'université de Miami) se sont intéressés aux croyances conspirationnistes aux États-Unis. Objectif premier : comprendre ce qui déclenche les poussées de spéculation complotiste et ce qui conduit certains schémas interprétatifs à acquiescer sur une période donnée une résonance

élargie. Objectif second : déterminer si les auteurs de référence – dont Richard Hofstadter et son fameux *Paranoid Style in American Politics* – ont su identifier les mécanismes clés de propagation, et localiser les groupements sociaux les plus perméables.

La valeur particulière de l'étude vient de ce qu'elle prend appui sur un travail de collecte et de codage à grande échelle. Au lieu de se concentrer sur quelques exemples clés – Roswell, les infiltrations communistes, l'assassinat de JFK, le Watergate, les attentats du 11 septembre – et de retracer leur généalogie, les deux auteurs privilégient la longue durée et ratissent large. Concrètement, Uscinski et Parent ont exploité trois types de sources. D'abord, un ensemble de 100 000 lettres adressées aux rédactions du *New York Times* et du *Chicago Tribune*, puis publiées dans la section courrier des lecteurs sur la période 1890-2010. Ensuite, un sondage d'opinion, réalisé en 2012 avant et après l'élection présidentielle. Enfin, un échantillon de récits de presse prélevés sur internet sur une période d'un an. L'avantage de cette approche ? Elle permet de dresser un tableau détaillé des croyances complotistes, de localiser leurs points d'émergence, de mesurer leurs cycles de vie, de recenser les acteurs (personnalités, institutions, groupements politiques et syndicaux, puissances étrangères, etc.) désignés tour à tour comme fauteurs de nuisances.

S'agissant des enseignements à retenir, l'analyse se distancie d'Hofstadter en ce sens qu'elle détecte des prédispositions conspirationnistes dans l'ensemble de la population américaine, plus ou moins fortes selon le degré d'*empowerment* et de vulnérabilité subjective, et relève des mouvements de balancier associés aux cycles d'alternance

politique. Qu'un Démocrate occupe la Maison-Blanche et les Républicains les plus disposés à voir des complots se mettent à théoriser sur les agissements malveillants du pouvoir d'État et de ses relais. Également à noter, le fait que les menaces extérieures, réelles ou ressenties comme telles, n'impactent pas automatiquement le niveau des spéculations paranoïaques, la « Terreur Rouge » et la poussée mccarthyste faisant figure d'exceptions.

L'ouvrage est dans l'ensemble convaincant. Dommage qu'il laisse dans l'ombre des points d'interrogation, comme les mécanismes de compensation des phases de modernisation accélérée, les logiques de récupération opportuniste auxquels ont recours les élites politiques et les appareils de force à des fins auto-promotionnelles, ou les phénomènes de projection anémique qui amènent certains leaders ambivalents à se transformer en catalyseurs de poussées hostiles.

Lecture recommandée pour quiconque s'intéresse aux systèmes de croyances alternatives susceptibles d'affecter le décodage et le traitement des problèmes publics.

Jérôme Marchand

RUSSIE

RULING RUSSIA. AUTHORITARIANISM FROM THE REVOLUTION TO PUTIN

William Zimmerman
Princeton, Princeton University
Press, 2014, 344 pages

William Zimmerman examine ici les régimes qui se sont succédé en Russie

de la Révolution d'octobre jusqu'à nos jours. Le texte se révèle très riche, il n'est ni une synthèse formaliste de droit constitutionnel, ni une narration convenue des affrontements entre dirigeants et groupes rivaux, mais une étude minutieuse, bourrée de références savantes, montrant comment fonctionnent différents systèmes de pouvoir, quels desseins avoués de transformation sociopolitique ils se donnent, de quelles manières ils s'efforcent d'établir et de maintenir le consensus, comment ils réagissent lorsque le réel tarde à se plier à leur volonté.

Au rang des atouts, il faut mettre en avant la typologie élaborée par Zimmerman en mêlant les apports du binôme Levinsky-Way¹ et ceux de Z. Brzezinski. Découpée en quatre volets – Démocratique/Autoritaire-Compétitif/Pléni-Autoritaire/Totalitaire –, cette classification systémique tient lieu de fil rouge et sert à contester les analyses désignant le régime soviétique comme « totalitaire » dès sa naissance. L'auteur attire l'attention sur les changements internes auxquels un régime autoritaire se trouve tôt ou tard confronté, nonobstant ses tropismes d'immobilisme. Et il faut reconnaître que cette approche enrichit la compréhension de la période 1918-1938. En complément, *Ruling Russia* mobilise les notions de « sélectorat » (ceux qui sélectionnent et déposent le leader par des voies institutionnelles) et d'« éjectorat » (ceux qui ont le pouvoir de démettre le leader par des voies extralégales), et ce pour faire ressortir

les processus complexes de validation/répartition/régulation/contestation du pouvoir qui gouvernent la trajectoire d'un régime et codéterminent les transitions d'un modèle à un autre. Cette démarche se révèle éclairante, par exemple lorsqu'elle montre Staline réduisant le « sélectorat » à un seul individu (lui-même), ou lorsqu'elle évoque la coalition *ad hoc* qui mit fin au directorat de Khrouchtchev en 1964.

À noter encore que Zimmerman fait une large place dans son ouvrage aux techniques de gouvernement activées par les hauts dirigeants russes, successivement ou alternativement, de façon à asseoir leur emprise domestique. Au menu : déqualification politique et juridique des groupements jugés non-orthodoxes ou trop peu éclairés, neutralisation des institutions tierces susceptibles d'exercer un contrôle sur le centre, assassinats ciblés et meurtres de masse confiés aux services spéciaux, exil forcé des opposants de pointe et des potentats tombés en disgrâce, manipulation à basse ou moyenne intensité des scrutins électoraux, diabolisation des ONG indépendantes... Au fur et à mesure que les rapports entre régime et société évoluent, que les schémas de comportement infra-élitaires se normalisent, on voit ainsi se transformer les répertoires d'action destinés à moduler les inputs du « sélectorat » et de l'« éjectorat »...

En conclusion, Zimmerman esquisse quelques prédictions. Pronostic : peu de chances de retournement démocratique ou totalitaire (sauf en cas de guerre). Et si Poutine ne subit pas une soudaine hémorragie de soutiens élitaires, le modèle autoritaire compétitif a de fortes chances de se maintenir au minimum un ou deux lustres.

Jérôme Marchand

1. S. Levitsky et L.A. Way, *Competitive Authoritarianism. Hybrid Regimes after the Cold War*, New York, Cambridge University Press, 2010 ; Z. Brzezinski, « Ideology and Power in Soviet Politics », Cambridge University Press, *The Journal of Politics*, vol. 25, n° 1, 1962.

PUTIN'S KLEPTOCRACY. WHO OWNS RUSSIA?

Karen Dawisha

New York, Simon & Schuster, 2014, 464 pages

Qui s'est intéressé aux sanctions promulguées contre la Russie depuis le début de la crise ukrainienne ne sera pas dépaycé à la lecture de *Putin's Kleptocracy. Who Owns Russia?*. De Sergey Narishkin à Vladislav Surkov, les noms présents sur les listes de sanctions se retrouvent à chaque page du livre.

Il s'agit du sixième ouvrage consacré à l'espace postsoviétique par l'experte américaine, professeur de science politique et directrice du Center for Russian and Post Soviet Studies de l'université de Miami (Oxford, Ohio). Il retrace l'ascension spectaculaire, de la fin des années 1980 à l'année 2000, de Vladimir Poutine et de son cercle rapproché. Il ne s'agit pas d'une histoire de la Russie de cette période, mais bien du récit de la mise en place d'un « système Poutine », qui repose sur des relations personnelles de loyauté à toute épreuve à Vladimir Poutine, et dont le but premier est la concentration des richesses du pays entre les mains de ses membres – le titre de l'ouvrage est sans équivoque à cet égard.

Nous suivons Poutine depuis l'Allemagne de l'Est où le jeune lieutenant du KGB est cantonné à la fin des années 1980, jusqu'à son arrivée à Moscou et au plus haut niveau de l'État, en passant par Saint-Petersbourg où il fit ses armes aux côtés du maire Anatoly Sobchak, notamment comme responsable de l'approvisionnement de la ville. Chaque nouvelle affectation est l'occasion pour l'auteur de décrire avec minutie les actions de Poutine et de ceux qui gravitent autour de lui, entre

conflits d'intérêts, contrats véreux, falsifications d'élections et même meurtres. Au-delà de ce qu'on apprend sur l'actuel président russe, et notamment sur le nombre d'affaires dans lesquelles lui-même fut impliqué, l'ouvrage constitue une mine d'informations sur les individus qui se meuvent dans son sillage. Décrivant la trajectoire de ceux qui sont restés fidèles et de ceux qui ont fait défection, l'auteur dessine deux galeries de portraits : celle d'hommes aujourd'hui au plus haut niveau de l'État et à la tête des plus grandes entreprises du pays (Gazprom, Rosneft...) et, en parallèle, celle d'hommes morts, exilés ou emprisonnés. Selon l'auteur, le chaos, souvent décrit, des années 1990, serait non le résultat d'une succession d'erreurs et d'errements sur la voie de la démocratie, mais résulterait d'une planification méthodique de Poutine et de son cercle, qui auraient alors *réussi* à établir un régime autoritaire et non *échoué* à établir un régime démocratique.

Grâce aux matériaux apportés par Karen Dawisha¹, c'est une radiographie du « système Poutine » qui nous est offerte. Elle débouche sur une réflexion sur le pillage organisé des richesses russes par l'élite dirigeante. L'ouvrage confirme également la collusion monde politique, monde des affaires et monde du crime, l'écrasement de la société civile et de l'opposition, et la mise au pas de la justice.

On regrettera quelques répétitions, ainsi que le ton parfois trop orienté, voire paternaliste, de l'auteur. *Putin's Kleptocracy* n'en est pas moins un ouvrage indispensable et novateur pour qui s'intéresse au fonctionnement

1. Certains de ces matériaux sont fournis par l'auteur à l'adresse : <www.miamioh.edu/havighurstcenter/putins-russia>.

de la Russie d'aujourd'hui, à son élite dirigeante, et à la violence de la sphère politique russe.

Marguerite Lavielle

EUROPE

THE PARADOX OF GERMAN POWER

Hans Kundnani

Londres, Hurst Publishers, 2014,
176 pages

Chercheur au European Council on Foreign relations et ancien journaliste à *The Observer*, Hans Kundnani est un expert reconnu de la politique étrangère de l'Allemagne. Il analyse ici les transformations qui ont affecté la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne depuis l'unification. Il considère que le pays a renoué avec une politique de puissance, mais uniquement aux plans économique et financier. Un tel résultat, 25 ans après la fin de la guerre froide, appelle selon l'auteur à passer en revue les principaux éléments de la politique étrangère de l'Allemagne d'avant 1990. Ainsi le premier chapitre est-il consacré à la question allemande d'avant 1945, donc à la politique expansionniste du Reich entre 1870 et 1945. Les chapitres deux et trois sont consacrés à la politique étrangère de l'ancienne Allemagne de l'Ouest. Les deux derniers chapitres, qui couvrent l'essentiel de la deuxième partie de l'ouvrage, traitent de l'Allemagne unifiée, d'abord du point de vue de ses réformes économiques internes (chapitre quatre), puis sous l'angle de la politique étrangère de l'Allemagne d'aujourd'hui (chapitre cinq).

Pour Kundnani, il ne fait aucun doute que les éléments de rupture par rapport

à la diplomatie de l'ancienne RFA s'avèrent plus importants que les éléments de continuité, que l'auteur ne nie pas. Il relève l'existence de nombreux parallèles structurels entre la politique du Reich et celle de l'Allemagne unifiée. Il souligne notamment que l'Allemagne, comme après 1870, se sent investie d'une « mission » et exerce une « semi-hégémonie » sur l'Europe. Toutefois, grâce à l'existence de la zone euro et de l'Union européenne (UE), l'Europe d'aujourd'hui ne serait pas celle d'avant 1914. L'auteur estime cependant que l'Allemagne renoue avec une politique de puissance et suit une « voie allemande » (*a German way*), ce qui ne serait rien d'autre qu'une forme de nationalisme. À ce titre, l'Allemagne remettrait partiellement en question « l'ancrage à l'Ouest » qui fut l'essence même de la politique de l'ancienne RFA. Pour Kundnani, l'Allemagne ne suit pas systématiquement une politique « anti-occidentale », mais il estime que, pour Berlin, l'ancrage à l'Ouest est désormais un choix, et non plus une obligation.

Le choix pro-occidental est toutefois encore suffisamment attractif pour que l'Allemagne demeure un acteur central de l'UE – qu'elle domine de l'intérieur en imposant ses choix aux autres États membres. En revanche, l'intérêt principal de l'Allemagne en tant que « puissance géo-économique » étant axé sur la stabilité géopolitique et la poursuite de ses objectifs en matière de commerce international, l'UE n'est plus l'unique partenaire qui compte pour une Allemagne tout autant attirée par les États-Unis (TTIP), la Chine ou la Russie. Lorsque ces logiques entrent en collision, ce n'est plus, pour l'auteur, l'appartenance au monde occidental qui prime, mais la défense des intérêts économiques allemands.

Hans Stark

LES ANGLAIS, DANS LE DOUTE !

Éric Albert

Paris, Ateliers Henry Dougier, 2015,
144 pages

Le Royaume-Uni connaît une réelle crise identitaire. Au nord, le vent d'indépendance souffle fort. Bien qu'ils aient perdu le référendum de septembre 2014, les indépendantistes ont remporté 56 sièges sur 59 aux élections générales en mai dernier – preuve que le débat est loin d'être clos. L'Angleterre elle-même est entrée dans la réflexion identitaire. Historiquement, les Anglais ne se sont jamais vraiment penché sur cette question. Comme le rapporte Éric Albert, le *fair-play* fait partie des réponses constantes des Anglais à la question de la constitution de l'identité anglaise... Mais une succession d'événements les a poussés à s'y intéresser, notamment suite aux conséquences de la dévolution ouverte en 1997 au profit de l'Écosse, de l'Irlande du Nord et du Pays de Galles. Si le royaume est toujours uni, les compétences sont de plus en plus décentralisées, et les Anglais ont l'impression de perdre au change. Alors que les autres régions du Royaume-Uni ont désormais leur parlement, les Anglais en sont dépourvus – les sujets strictement anglais restant débattus à Westminster au sein du parlement britannique. Parallèlement, les Anglais voient leur pays, surtout dans les grandes villes, devenir de plus en plus cosmopolite – et finalement de plus en plus mondialisé, ce qui les renvoie à la même question. Le revers de la médaille est qu'à force de ne pas se poser cette question de l'identité, elle se délite. Au niveau politique, des mouvances émergent sur ce thème, d'abord au sein du parti conservateur. Mais la percée du United Kingdom Independence Party (UKIP) – qui malgré son nom est quasi exclusivement

anglais – a encore plus propulsé le sujet de l'identité anglaise dans la société.

Éric Albert nous plonge donc dans cette Angleterre d'aujourd'hui. Installé de longue date à Londres, il suit la politique britannique pour *Le Monde* et Radio France. *Les Anglais, dans le doute !* se présente comme un long reportage en plusieurs parties. On y suit l'évolution du cricket comme une métaphore de l'Angleterre : auparavant marqué par des traditions strictes, le sport connaît de fortes tensions entre puristes et partisans d'évolutions majeures. L'auteur évoque la difficile prise de conscience du Royaume-Uni : il n'est plus si grand, ni si influent dans le monde, et le débat est complexe sur sa relation avec l'Union européenne. On comprend mieux le fossé grandissant qui sépare Londres, « ville monde », des « diagonales du vide » où le chômage est élevé et la mobilité réduite.

L'ouvrage n'est pas une étude sociologique et certains pourraient le lui reprocher, mais ce n'est pas l'ambition de l'auteur : le style et l'approche générale sont journalistiques. *Les Anglais, dans le doute !* est plaisant à lire, plein d'anecdotes aussi curieuses que révélatrices. Dans un contexte où les Français se désintéressent de plus en plus du Royaume-Uni, où les publications sur ce pays se font rares, cet ouvrage offre un éclairage intéressant et souvent amusant sur un pays de moins en moins connu et pourtant si important pour l'histoire de France.

Vivien Pertusot**POLITICS OF NATIONAL IDENTITY IN ITALY. IMMIGRATION AND "ITALIANITÀ"**

Eva Gaurau

Londres, Routledge, 2015,
242 pages

Depuis l'unité de l'Italie, la question migratoire met en jeu l'identité

nationale. Les historiens ont montré que de l'époque libérale jusqu'aux premiers temps de la République en passant par le régime fasciste, l'émigration massive – 26 millions d'Italiens quittent la péninsule entre 1876 et 1976 – est perçue certes comme inévitable, mais aussi comme un affaiblissement de la communauté nationale.

Le principal apport de cet ouvrage est de souligner que le sentiment d'appartenance nationale est à nouveau mis à l'épreuve à la fin du xx^e siècle lorsque l'Italie passe du statut de pays d'émigration à celui de pays d'immigration. Depuis l'arrivée dans le port de Brindisi, en août 1991, d'un navire transportant 20 000 Albanais jusqu'aux naufrages récents d'embarcations bondées de migrants africains à proximité de l'île de Lampedusa, les médias donnent à voir une immigration vue comme une invasion par une opinion inquiète. Le nombre croissant d'étrangers installés dans la péninsule (4,4 millions en 2013) ébranle la société italienne.

Eva Garau entend combiner de manière inédite la perception de l'immigration comme une menace au débat sur l'identité nationale toujours en suspens depuis le Risorgimento et qui, rappelle-t-elle fort justement, retrouve quelque vigueur à l'occasion des commémorations des 150 ans de l'unité en 2011. L'étude vise à déterminer les conditions d'élaboration de la politique d'immigration en Italie, et à la confronter aux modèles européens existants. L'auteur appuie sa démonstration sur une étude des discours des intellectuels, de l'Église et de la Ligue du Nord. Elle considère que l'abandon par les intellectuels de la question de l'immigration dans le débat sur l'identité italienne a libéré un espace pour des discours agressifs renforçant un sentiment d'anxiété face à l'immigration. L'Église

– du moins, précise-t-elle, sa haute hiérarchie – y a également contribué en développant une rhétorique fondée sur la « solidarité sélective », qui postule une coïncidence entre la religion et l'appartenance nationale. Se pose dès lors la question du multiculturalisme, face à des migrants que les Italiens qualifient d'« extracommunautaires ». Eva Garau voit là un contexte propice à l'essor d'un discours politique ouvertement raciste porté par la Ligue du Nord au nom de la défense d'une identité nationale ancrée dans le catholicisme. Dans ces conditions, la législation en matière d'immigration semble souffrir d'un manque de cohérence, même si l'auteur relève une certaine continuité du protectionnisme sur le marché du travail.

Dans un ultime chapitre sur la situation récente, l'auteur ne constate pas d'évolutions majeures, malgré les discours plus généreux du pape François et le recul électoral de la Ligue du Nord, déconsidérée par les affaires de corruption. Au final, en dépit d'une argumentation stimulante sur le processus de normalisation des discours d'exclusion, l'analyse focalisée sur quelques indicateurs ne recouvre pas toute la complexité, non seulement de la question posée du rapport entre l'identité nationale et l'immigration, mais encore de la société italienne dans sa diversité.

Stéphane Mourlane

FRANCE-ALLEMAGNE : CULTURES MONÉTAIRES ET BUDGÉTAIRES. VERS UNE NOUVELLE GOUVERNANCE EUROPÉENNE ?

Solène Hazouard, René Lasserre, Henrik Uterwedde (dir.)
Cergy, Éditions du CIRAC, 2015,
284 pages

La crise de la zone Euro a fait réapparaître une opposition entre une

approche « germanique », nécessairement frugale, et une approche « latine », toujours contracyclique. On publie ici les interventions d'experts français et allemands lors de deux journées d'études et d'un colloque organisés pour discuter les différences culturelles franco-allemandes en matière de déficit budgétaire, de dette publique et de politique monétaire. Le panel d'experts interrogés est pluridisciplinaire, même si les économistes et les fonctionnaires des ministères des Finances y sont surreprésentés, et prestigieux.

L'intérêt principal de l'ouvrage est de proposer une excellente synthèse des discussions des deux côtés du Rhin sur les causes de la crise de la zone Euro et les remèdes qu'il convient d'y apporter. Les principaux arguments sont présentés de manière objective et pédagogique. Les trajectoires historiques post-1945 sont mobilisées pour expliquer les divergences des opinions. Sans grande surprise, les tenants d'une approche keynésienne sont plus nombreux chez les universitaires français – les Allemands tendant à défendre une approche par les règles, caractéristique de l'économie sociale de marché. Sans surprise non plus, ces différences sont moins marquées chez les fonctionnaires des Trésors nationaux, qui soulignent à l'unisson leur capacité à forger des compromis et une vision commune quant aux évolutions susceptibles d'assurer la viabilité du projet monétaire européen.

Le titre de l'ouvrage révèle le parti pris d'attribuer aux différences culturelles les spécificités de chaque pays en matière monétaire et budgétaire. Ce choix n'est pas sans poser question.

Le concept de culture a une signification très différente selon le côté du Rhin où l'on se situe. En France, il est devenu banal de mobiliser ce concept fourre-tout et peu rigoureux pour éviter de distinguer les contributions respectives des facteurs économiques, sociaux ou constitutionnels. En Allemagne au contraire, depuis l'opposition entre Kant et Herder, la culture est une notion identitaire qui renvoie à l'essence de l'être, acquise par l'apprentissage des arts et des lettres. Cette différence forte explique sûrement pourquoi les intervenants allemands ont à chaque fois prudemment commencé leur intervention en soulignant la difficulté à expliquer par la *Kultur* les particularismes budgétaires ou monétaires. Le lecteur amateur d'histoire allemande leur sait gré d'éviter ainsi les explications civilisationnelles. Comment soutenir l'idée de la permanence d'une culture de solidité budgétaire germanique quand l'on se rappelle la gabegie budgétaire de la Bavière de Louis II ou les difficultés causées à l'empire wilhelmien par un traité de Versailles établissant un fédéralisme budgétaire peut être trop soucieux des droits – fiscaux – des États allemands ?

Il faut cependant saluer l'importance de l'ouvrage. En identifiant les lignes de fractures contemporaines, il ouvre la voie à une recherche franco-allemande des solutions institutionnelles, mutuellement compatibles, propres à consolider la zone Euro. Il faut cependant souhaiter qu'un prochain ouvrage adopte une vision moins postmoderne et plus analytique des histoires nationales, dépassant ainsi un parti pris linguistique, et donc politique, discutable.

Vincent Bignon

MOYEN-ORIENT

LES ARMÉES ARABES ET LE POUVOIR D'ÉTAT. MILITAIRES DU PEUPLE OU DU RÉGIME ? (XIX^e-XXI^e SIÈCLE)

Mohammed Anouar Moghira
Paris, Karthala, 2015, 336 pages

L'ouvrage se veut une synthèse historique centrée sur l'étude des régimes politico-militaires du monde arabe depuis les indépendances. L'ambition de l'auteur est donc de démontrer comment les armées arabes monopolisent le pouvoir qu'elles exercent, directement en s'improvisant structure gouvernante, ou par l'entremise de civils dévoués leur permettant de rester dans l'ombre.

Structuré en sept chapitres d'importance inégale, l'ouvrage traite d'une partie seulement des armées du monde arabe : Égypte, Syrie et Liban dans le premier chapitre ; Irak et Algérie dans le deuxième ; Soudan, Yémen et Libye dans le troisième chapitre. Si la description des faits historiques et de certaines spécificités sociologiques propres à certaines régions dénote une connaissance importante des particularismes locaux, la focalisation sur ce groupe d'États, qui ne comprend ni les monarchies arabes (six États du Conseil de coopération du Golfe arabe, Maroc, Jordanie) ni la Tunisie, pays d'origine des révoltes arabes, pose question. La deuxième partie de l'ouvrage évoque quant à elle les armées et milices arabes (Hezbollah, Libye, Syrie, Liban (1975-1990)) face aux interventions extérieures (chapitre 4), le nouvel ordre militaire (chapitre 5), Tsahal (chapitre 6), et les missions des armées arabes (chapitre 7).

Ce découpage, qui examine l'ensemble du champ dévolu aux militaires (environnement, modernisation, évolution,

missions, recentrages...) se focalise cependant principalement sur l'industrie militaire égyptienne et irakienne post-2003 pour le nouvel ordre militaire (chapitre 5), mettant de côté les évolutions industrielles (de défense) en cours dans nombre de pays arabes (Jordanie, Émirats arabes unis, Arabie Saoudite, Algérie). Le chapitre 6 traite de l'armée israélienne ; il dénote l'intérêt de l'auteur pour un pays qui intéresse directement l'Égypte, dont il est originaire, mais dans le cadre de l'étude n'apporte qu'une plus-value discutable. Le dernier chapitre évoque plus largement les armées arabes et leur devenir dans un monde où une lecture monolithique et monocentrée des événements n'a plus lieu d'être.

Si l'ouvrage décrit bien les défis auxquels les armées arabes sont et seront confrontées dans un futur proche, le scénario vers lequel l'auteur semble nous guider demeure assez sombre (à l'exception de la Tunisie). Il conduit par ailleurs à s'interroger sur le poids des politiques et des civils dans l'évolution de leur propre État, et plus généralement sur la redéfinition des rôles de l'ensemble des acteurs d'un monde arabe confronté à une réalité économique et politique bouleversée.

Mourad Chabbi

POLITICS AND CULTURE IN CONTEMPORARY IRAN. CHALLENGING THE STATUS QUO

Abbas Milani et Larry Diamond (dir.)
Boulder/Londres, Lynne Rienner Publishers, 2015, 301 pages

La question de la transformation socio-culturelle de l'Iran de la République islamique est un sujet peu évoqué en Occident. La conviction des auteurs est que la dissonance culturelle entre

la structure politique et la société en Iran ne peut durer éternellement. Si cette approche sur l'inévitabilité d'un changement de nature de la structure politique du régime en raison de la pression sociale est avancée de manière péremptoire en introduction, de multiples contributions nuancent le propos, relevant à juste titre la complexité des relations entre l'État et la société en République islamique. L'approche de l'histoire contemporaine de l'Iran à travers le prisme d'un processus de démocratisation débuté il y a 150 ans est mise en avant par Abbas Milani dans sa contribution sur les « mouvements démocratiques en Iran ». Cette conception téléologique de l'histoire contemporaine de l'Iran est intéressante sur le plan historiographique car elle représente une perception très largement partagée dans la diaspora iranienne, que les auteurs estiment à cinq à six millions d'individus.

Les auteurs font le lien entre, d'un côté, la transformation socioculturelle de l'Iran, le processus de démocratisation, et ce qu'ils considèrent comme l'érosion de l'hégémonie culturelle de la République islamique. En réunissant universitaires, activistes et artistes, cet ouvrage permet d'entrevoir les dynamiques socioculturelles qui émergent par le bas en Iran. L'intérêt principal de cette approche est de mieux comprendre la vision qu'ont ces acteurs des évolutions politiques, sociales et culturelles depuis la Révolution islamique de 1978-1979. En filigrane de ce récit des acteurs sur l'histoire de leur pays, le lecteur pourra aller au-delà de la vision officielle de l'histoire contemporaine promue par les autorités du pays.

Par ailleurs, l'approche interdisciplinaire permet l'étude de sources diverses : traités religieux, ouvrages de dissidents en persan, et aussi et surtout blogs. John Kelly et Bruce Kelling

relèvent l'existence de quatre groupes de bloggeurs qui vont, au plan politique, des activistes sécularistes aux partisans des différentes factions au pouvoir en République islamique. Ils soulignent également l'importance des blogs qui traitent de poésie ou de littérature, ou de ceux qui se consacrent au sport ou aux cultures des minorités. Concernant l'influence des médias en persan basés à l'étranger, les auteurs constatent que les bloggeurs iraniens font plus référence aux médias nationaux ou au service persan de la BBC qu'à la radio en persan du gouvernement américain, Radio Farda. De même, sur les réseaux sociaux, l'ouvrage montre une vision nuancée : en dépit de leur rôle significatif, il n'est pas possible de qualifier le Mouvement vert de 2009 de « Révolution Twitter ». Enfin, la contribution de Mohsen Namjoo sur les relations entre « Révolution » et « musique » est particulièrement intéressante. Le musicien relève avec humour que le Guide suprême de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, qui est favorable à un strict encadrement de la liberté artistique des musiciens, était lui-même dans sa jeunesse un musicien passionné.

Par la diversité des sources mobilisées et l'originalité des sujets abordés, cet ouvrage fera date dans la littérature sur les relations entre politique et culture en Iran à l'époque contemporaine.

Clément Therme

AL-QUAIDAS DEUTSCHE KÄMPFER. DIE GLOBALISIERUNG DES ISLAMISTISCHEN TERRORISMUS

Guido Steinberg
Hambourg, Éditions Körber-Stiftung, 2014, 464 pages

Ce livre – dont on pourrait traduire le titre par « Les combattants allemands

d'Al-Qaïda. La mondialisation de la croyance islamiste » – offre un état des lieux très complet sur la mondialisation du terrorisme islamiste en général, et le rôle des djihadistes allemands en particulier.

Dans un premier temps, Guido Steinberg défend l'idée selon laquelle la mondialisation et l'internationalisation des organisations terroristes ne sont intervenues qu'après les attentats du 11 septembre 2001. Si les objectifs d'Al-Qaïda sont notamment religieux, comme le prouve l'attention que le groupe consacre à l'Arabie Saoudite et à l'Égypte, le djihadisme mobilise depuis 2001 de plus en plus d'autres nationalités, y compris des représentants des sociétés occidentales.

Guido Steinberg donne ensuite au lecteur plusieurs exemples concrets du tableau djihadiste allemand – un des échiquiers les plus développés en Europe depuis 2006. Il explique ainsi les procédures de recrutement et de radicalisation en Allemagne, et analyse de manière minutieuse les structures islamistes les plus importantes, comme l'Union islamique du djihad (IJU), le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, les Moudjahidines Talibans allemands, les cellules terroristes de Hambourg, la cellule du Sauerland, les combattants allemands en Syrie, mais aussi les actes des terroristes isolés comme celui d'Arid Uka – qui a commis le premier attentat terroriste perpétré sur le sol allemand depuis la dissolution de

la Fraction armée rouge (RAF). Une analyse du contexte régional et géopolitique, ainsi que des idéologies et des rapports de forces entre les différents groupes, complète cet état des lieux.

L'analyse se fonde sur des sources solides et multilingues, incluant la littérature spécialisée, le matériel de propagande djihadiste, des interviews menées par l'auteur, ainsi que des rapports fournis par les services de renseignement. L'auteur est islamologue et a conseillé pendant plusieurs années la chancellerie allemande sur les questions de terrorisme ; un atout pour ce livre qui lie parfaitement théorie et savoir pratique.

Sans tomber dans un alarmisme infondé et en affichant une grande objectivité, l'auteur critique dans ses conclusions les autorités nationales de sécurité et les acteurs politiques allemands pour certaines erreurs et négligences. Si plusieurs attentats terroristes ont pu être déjoués, les premières informations obtenues provenaient presque toujours des services de sécurité américains, ce qui démontre la forte dépendance de l'Allemagne vis-à-vis des États-Unis. L'Office fédéral de police criminelle s'est rendu compte très tardivement que l'Allemagne était devenue une plaque tournante du terrorisme international. Pour l'auteur, l'Allemagne doit impérativement revoir son architecture de sécurité pour faire face à ces défis du XXI^e siècle.

Nele Wissmann